



RAPPORT SUR LA SITUATION DES
DESSINATEURS DE PRESSE DANS LE MONDE
2016/2017



RIBER



CARTOONING FOR PEACE
RAPPORT SUR LA SITUATION DES DESSINATEURS
DE PRESSE DANS LE MONDE
2016/2017

La présente publication a été élaborée avec l'aide de l'Union européenne. Le contenu de la publication relève de la seule responsabilité de Cartooning for Peace et ne peut aucunement être considéré comme reflétant le point de vue de l'Union européenne.



Copyright © 2017 Cartooning for Peace tous droits réservés

Dessin de couverture : © Riber (Suède)

Dessin au dos : © Mana Neyestani (Iran)

Graphisme : Suzanne Guetteville



SOMMAIRE

- 07 Avant propos
- 08 Présentation
- 10 Carte des alertes

AMÉRIQUES

- 12 Équateur
- 14 Portrait : Bonil
- 15 Portrait : Vilma
- 16 Venezuela
- 18 Portrait : Rayma

EUROPE ET ASIE CENTRALE

- 19 Turquie
- 21 Portrait : Musa Kart
- 23 Russie
- 25 Et un jour il a fallu partir...

ASIE DU SUD ET PACIFIQUE

- 29 Portrait : Aseem Trivedi
- 30 Malaisie
- 32 Portrait : Zunar
- 33 Portrait : Eaten Fish

AFRIQUE SUBSAHARIENNE

- 36 Burkina Faso
- 38 Portrait : Glez
- 39 Portrait : Gado

AFRIQUE DU NORD ET MOYEN ORIENT

- 40 La "Ligue arabe"
des caricaturistes
- 43 Portrait : Ali Ferzat
- 44 Jordanie
- 46 Portrait : Osama Hajjaj
- 47 La caricature à l'heure
d'Internet :
le cas Nahed Hattar
- 49 Égypte
- 51 Portrait : Islam Gawish

- 52 La mission "plaidoyer"
de Cartooning for Peace
- 54 Remerciements
- 55 Sources



1. Glez (Burkina Faso)
2. "Exprimez-vous" - Hani Abbas (Syrie / Palestine)

Avant propos

« NE LÂCHONS RIEN »

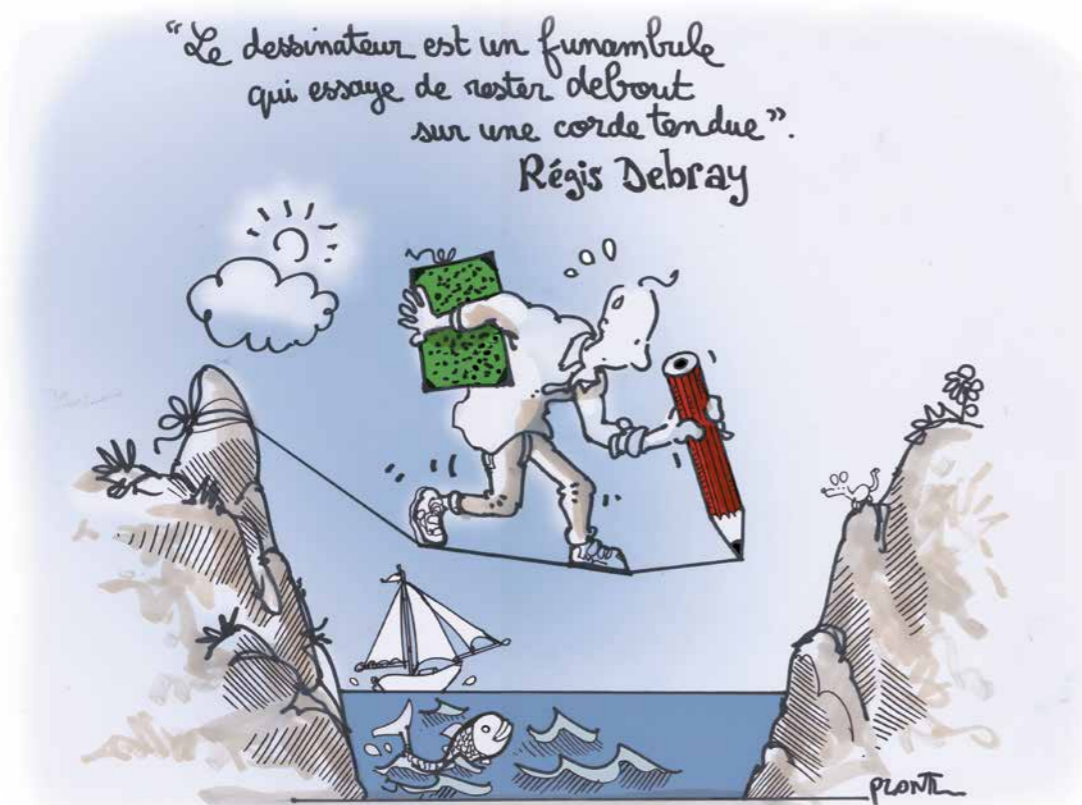
— par [Vladimir Vasak](#), membre du conseil d'administration
Cartooning for Peace et Grand Reporter à Arte

Toujours pressés, souvent débordés, nous, les français privilégiés, informés et habitués à vivre dans une démocratie (elle s'interroge certes, mais elle reste assez forte), nous ne devons pas lâchement fermer les yeux sur ce qui se passe dans le reste du monde !

Par son action depuis dix ans en faveur de la liberté de dessiner, l'association *Cartooning for Peace* participe depuis Paris à cette mobilisation que nous souhaitons relayer dans ce plaidoyer. Car le danger est là : qu'au nom d'un quotidien dominé par les difficultés économiques et le risque terroriste, nous en oublions l'essentiel, la liberté, la nôtre, la vôtre. Là est peut-être le sens de ce document que vous allez parcourir : il serait comme une piqure de rappel pour nous tous, qui avons sans doute eu ces dernières années tendance à oublier nos valeurs fondamentales, ou bien à les considérer comme acquises. Or l'actualité de ces derniers mois, de l'attaque à la rédaction de *Charlie Hebdo* au repli sur soi électoral exprimé dans beaucoup de pays, cette actualité nous montre que rien n'est jamais acquis. Le Brexit, Trump ou Poutine, Orban en Hongrie, le parti Pis en Pologne, Maduro au Venezuela, Marine Le Pen ou le parti AfD en Allemagne, tous ces noms et ces mouvements (j'en oublie sans doute), claquent de moins en moins à nos oreilles. Comme si nous nous étions habitués...

Alors, ne serait-il pas temps de revenir aux fondamentaux, aux racines de nos engagements, comme celui que nous essayons de manifester auprès des dessinateurs de presse ?

« Surtout, ne lâchez rien », cette belle formule que l'on entend trop peu souvent, je vous propose de la faire nôtre. N'abandonnons jamais les principes de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme : la liberté d'expression en est un des piliers, la liberté de la presse une de ses expressions. Puisse ce plaidoyer nous faire prendre conscience de la réalité de ce combat que nous ne devons jamais cesser de mener. Nous ne sommes pas à l'abri d'un retournement de l'histoire. Si certains dessinateurs choisissent la France pour y vivre en exil, c'est parce que notre pays, à leurs yeux, incarne encore ce message d'espoir. A nous tous de les remercier de la confiance qu'ils portent sur notre pays, à nous tous de les aider pour ne pas les décevoir. Leur échec dans leur action pour la liberté serait aussi le nôtre. Alors, « surtout, ne lâchons rien ». 🐦



Plantu
(France)



CARTOONING FOR PEACE est un réseau international de dessinateurs de presse qui combattent avec humour pour le respect des cultures et des libertés. Né en 2006 au siège des Nations-Unies, Cartooning for Peace, représenté par sa fondation à Genève et son association à Paris, est présidé par le dessinateur du journal *Le Monde*, Plantu, et placé sous le patronage de l'ancien Secrétaire général des Nations-Unies, Kofi Annan.

Dix ans après sa création, Cartooning for Peace réunit à travers le monde 162 dessinateurs de 58 pays différents.

Par son habilité à faire sourire, à transcender les frontières et les langues, à simplifier des situations politiques complexes, le dessin de presse est un outil indéniable au service de la tolérance, capable de faire naître le dialogue inter-culturel et de nourrir le débat autour de notions fondamentales telles que la liberté d'expression, la paix ou encore la tolérance. Afin de favoriser la réflexion autour des valeurs humanistes auxquelles elle est profondément attachée, Cartooning for Peace s'applique à :

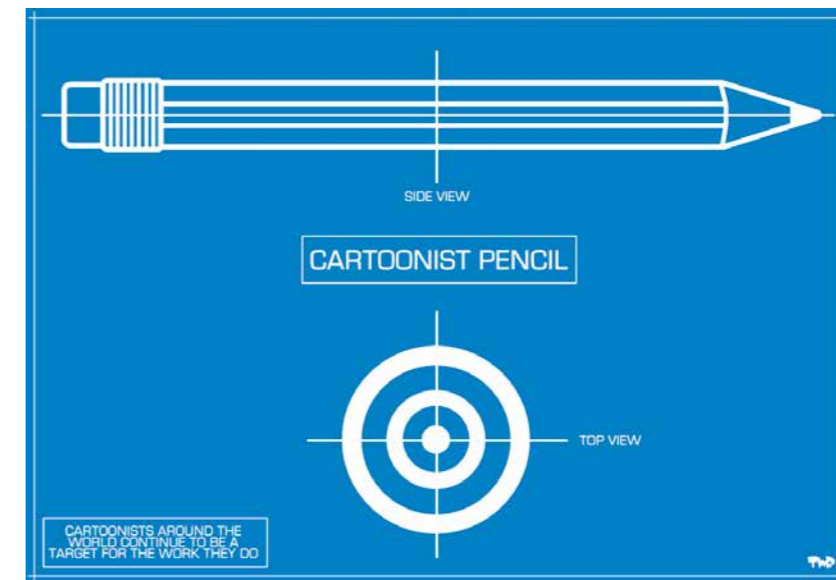
- ⇒ promouvoir le dessin de presse comme un outil de défense des droits de l'homme et de la liberté d'expression à travers des rencontres, publications et expositions ;
- ⇒ utiliser la valeur pédagogique du dessin de presse pour dénoncer les intolérances et sensibiliser, avec le sourire, les jeunes et les publics dits sensibles aux grands problèmes de société ;
- ⇒ donner une visibilité et un appui aux dessinateurs de presse empêchés, voire menacés d'exercer leur métier.

Que leurs dessins touchent la politique, l'économie, le sport ou encore la religion, les caricaturistes sont confrontés aux mêmes menaces que les journalistes de presse, de radio et de télévision qui couvrent des sujets sensibles. Censures, poursuites judiciaires, agressions, emprisonnements, exils, disparitions voire, dans le pire des cas, meurtres : autant d'exactions qui prouvent que les dessinateurs de presse sont toujours plus en première ligne.

Témoins uniques de l'actualité et véritables baromètres de la liberté d'expression, ils encourent des menaces qui nous renseignent sur l'état de la démocratie dans les périodes d'insécurité et de troubles. Dans un contexte d'aggravation des atteintes à la liberté d'expression, il paraît plus qu'indispensable de donner la parole à ceux qui tiennent le crayon, afin de témoigner de leurs parcours et de leurs combats.

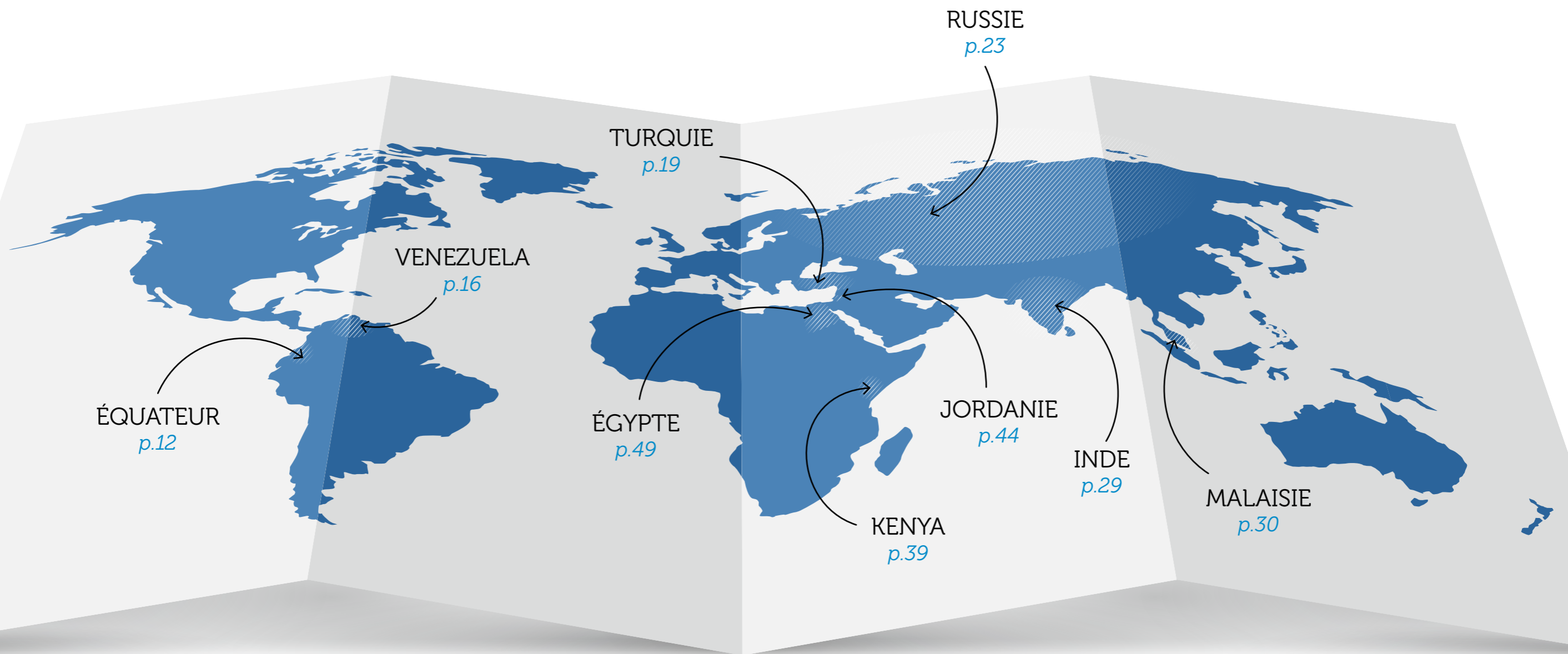
Basé sur les données récoltées par la cellule de veille et d'alerte de Cartooning for Peace entre 2016 et avril 2017, ce rapport cherche à donner une lisibilité sur les dangers et menaces encourus par les dessinateurs de presse, sans pour autant en dresser une liste scientifique et exhaustive. En fonction des informations dont l'association disposait, elle a choisi de traiter le cas de certains pays et de certains dessinateurs plutôt que d'autres. Cela ne minimise en rien les situations et les contextes difficiles dans lesquelles se trouvent d'autres caricaturistes. 🐦

"Vue de côté" /
"Crayon du
dessinateur" /
"Vue de haut" /
"Les dessinateurs
du monde entier
continuent d'être
ciblés à cause du
travail qu'ils font"
Tjeerd Royaards
(Pays-Bas)



LA CARTE DES ALERTES

Basée sur les informations récoltées par la cellule d'alerte et de veille de Cartooning for Peace, cette carte donne un aperçu des atteintes à la liberté d'expression des dessinateurs sur la période 2016/2017.



ÉQUATEUR

CHIFFRES CLÉS

POPULATION
 16,38 millions
 d'habitants (2016)

RÉGIME / PRÉSIDENT
 Régime présidentiel
 ▶ Rafaël Correa
 (ANNÉE D'ÉLECTIONS)

RELIGIONS
 Catholicisme (74%)

LANGUE OFFICIELLE
 Espagnol

TAUX ALPHABÉTISATION
 93,29%
 (PNUD, 2005-2013)

TAUX CROISSANCE
 3,67%
 (BANQUE MONDIALE, 2014)

TAUX CHÔMAGE
 4,12% (FMI, 2015)

INDICE DE DÉMOCRATIE
 5,81 « régime hybride »
 82^e rang sur 167 (2016)

INDICE DE CORRUPTION
 31 - 120^e rang sur 176
 (TRANSPARENCY INTERNATIONAL, 2016)

IDH
 0,73 - 88^e rang
 sur 187 (UNDP, 2014)

INDICE RSF
 109^e rang sur 180 en 2016
 108^e en 2015
 (CLASSEMENT MONDIAL DE LA LIBERTÉ DE LA PRESSE)

SITUATION POLITIQUE

La République de l'Équateur est un régime présidentiel dans lequel le président, à la fois chef de l'État et du gouvernement, est élu pour un mandat de quatre ans au suffrage universel direct. Une réforme constitutionnelle votée en 2015 permet aux élus de se représenter indéfiniment.

Depuis 2007, le pays était dirigé par Rafaël Correa, économiste de formation et fervent catholique, dont la « révolution citoyenne », un processus de transformations sociales, économiques et politiques, a durablement transformé l'Équateur. Entre 2006 et 2016, le taux de pauvreté a presque été divisé par deux et le pays, dont l'économie est essentiellement basée sur la rente pétrolière, a connu une croissance de près de 4% sur la décennie. Les nombreux programmes sociaux mis en place et les investissements dans l'enseignement supérieur ont permis une réduction conséquente des inégalités sociales. Le régime a cependant parfois été critiqué pour ses dérives autoritaires. Mais Rafaël Correa, qui ne s'est pas présenté à sa propre succession en 2017, jouit d'une certaine popularité au sein de la population équatorienne, malgré les scandales de corruption qui ont aussi écorné la fin de son mandat.

L'Équateur est un acteur actif de l'intégration régionale. Quito accueille ainsi le siège de l'Union des nations sud-américaines (Unasur). Le régime de Correa s'est également caractérisé par une proximité idéologique avec les gouvernements de Chávez et son successeur Maduro au Venezuela, ainsi qu'avec la Bolivie d'Evo Morales et le régime castriste cubain, notamment sur la défense du principe de non-ingérence. Le pays n'en a pas moins mené une politique extérieure pragmatique, tant avec ses voisins qu'avec les États-Unis ou la Chine, qui constituent ses principaux partenaires commerciaux.

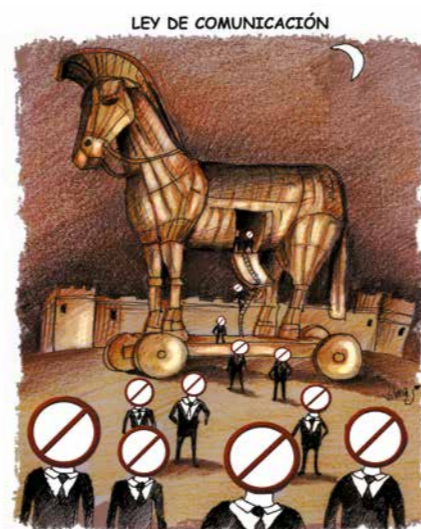
L'élection présidentielle a eu lieu entre février et avril 2017. Après un second tour

très disputé, Lenin Moreno, vice-président du pays de 2007 à 2013 et héritier politique de Correa, s'est imposé avec 51,55% des voix face à l'ancien banquier Guillermo Lasso, candidat libéral. Ce dernier continue de contester le résultat et dénonce des risques de corruption.

Cette campagne, ainsi que les derniers mois très perturbés du mandat de Correa laissent à Moreno un pays divisé, tendu politiquement, et ayant à faire face à une situation économique plutôt mauvaise suite à la réévaluation du dollar et à la montée du chômage.

LIBERTÉ DE LA PRESSE

L'année 2016 a été marquée par un climat général hostile envers les médias, et une détérioration de la liberté d'expression en Équateur. Le Comité des droits de l'Homme des Nations Unies a exprimé sa préoccupation quant à certaines dispositions législatives et certaines pratiques qui « pourraient avoir pour effet de décourager l'expression de positions critiques ou la publication d'informations essentielles dans les médias et les réseaux sociaux sur des questions d'intérêt public et pourraient avoir un effet négatif sur l'exercice du droit à la liberté d'opinion et d'expression ».



Si la liberté d'expression et la liberté de la presse sont des droits garantis par la constitution équatorienne, ces droits ont néanmoins fait l'objet de restrictions.

La loi organique sur la communication (LOC), adoptée en juin 2013, a autorisé la mise en place d'un cadre de régulation du secteur médiatique, à l'instar d'autres pays de la région comme le Venezuela et l'Uruguay. Elle consacre certains principes majeurs tels que l'interdiction de toute forme de censure a priori des autorités ou encore un principe d'équité dans la répartition des fréquences, entre médias publics, privés et communautaires ; des dispositions perçues comme un pas significatif en faveur du pluralisme des médias.

Cependant, la LOC a eu des effets controversés, en créant de puissantes instances de régulation, telles que la Superintendance de l'information et de la communication (SUPERCOM) ou le Conseil de la régulation et du développement de l'information et de la communication (CORDICOM), peu indépendants du pouvoir exécutif. La loi a par ailleurs défini les contours d'un contrôle croissant des contenus publiés, en implémentant des concepts flous comme l'interdiction du « lynchage médiatique », défini comme la diffusion répétée d'informations visant à nuire à la réputation ou à la crédibilité d'une personne ; ou encore l'obligation de couvrir des informations d'« intérêt public ».

L'administration Correa a aussi fait preuve d'une rhétorique agressive envers les médias. Dans ses traditionnelles « sabbatins », entretiens exclusifs de quelques heures prenant

place chaque samedi avec ses concitoyens, le président équatorien n'hésite pas à pointer nominativement les médias, les journalistes et les dessinateurs qui le critiquent, le rejettent, ou le caricaturent et à encourager le dépôt de plaintes à leur encontre.

Dans le domaine de l'humour, Correa a de manière générale entretenu un affrontement verbal avec plusieurs artistes. L'exemple de *CrudoEcuador*, page web de mêmes consacrée à l'actualité politique, est particulièrement révélateur : elle a été fustigée en direct par le président, avant que son administrateur reçoive une lettre d'intimidation en février 2015.

L'ONG équatorienne Fundamedios (Fondation andine pour l'observation et l'étude des médias) a en 2016 recensé 491 « attaques à la liberté d'expression dont 168 cas de sanctions d'organes de presse (amendes, avertissements, excuses publiques), près d'une centaine de cas de restriction des droits numériques, et tout autant de cas d'« usage abusif du pouvoir étatique ». Cette dernière catégorie inclut l'exigence de publier des informations « officielles », des rectifications forcées ou encore la suppression arbitraire de fréquences radio ou de programmes. Une multiplication de sanctions qui a eu pour effet d'accroître un phénomène d'autocensure dans les médias. 🇪🇺



“ Le président équatorien n'hésite pas à pointer nominativement les médias, les journalistes et les dessinateurs qui le critiquent, le rejettent ou le caricaturent. ”

De gauche à droite

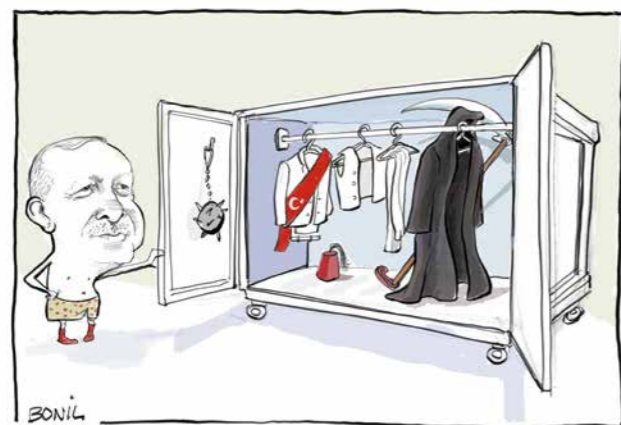
1. "Loi de communication" - Vilma (Équateur)
2. Le président Correa - Boligán (Mexique)
3. "Presse équatorienne" - Bonil (Équateur)



BONIL

Bonil, alias Xavier Bonilla, dessinateur de presse équatorien pour le journal *El Universo*, rencontre depuis quelques années, plusieurs difficultés dans l'exercice de son métier. Son cas est emblématique de la restriction progressive de la liberté d'expression en Équateur. Si, lors de son arrivée au pouvoir, le président Rafael Correa reconnaissait volontiers le talent du dessinateur, il l'a depuis ouvertement critiqué et attaqué à diverses reprises. Bonil en fait les frais dès 2014 pour un dessin qui dénonçait la saisie par le gouvernement d'informations compromettantes, et relatives à des affaires de corruption. Après une plainte du gouvernement, la SUPERCOM, agence officielle de contrôle de l'information en Équateur, condamne Bonil à modifier son dessin.

En janvier 2016, Bonil illustre le projet de loi du gouvernement donnant la possibilité aux



équatoriens de choisir leur sexe sur leurs documents d'identité. Cette fois-ci, c'est la fédération équatorienne LGBT, proche du gouvernement, qui dépose plainte contre le caricaturiste et le journal *El Universo* auprès de la même SUPERCOM. L'association affirme le caractère discriminatoire du dessin, qui inciterait à la haine et à la transphobie en mettant en scène une femme enceinte qui, alors qu'on lui demande le sexe de son futur bébé, répond que cela dépendra du choix de son enfant. Bonil, qui réfute ces critiques, reçoit par ailleurs le soutien de nombreux autres comités LGBT.

Six mois plus tard, c'est suite à une caricature du président turc Erdogan que le dessinateur est interpellé directement dans les pages d'*El Universo* par l'Ambassadeur de Turquie. Dans une tribune, ce dernier dénonce les conclusions hâtives du dessinateur, et assure que les libertés d'expression et d'opinion restent respectées en Turquie, ce dont doute toujours Bonil...

Habitué des procès et des salles d'audience, la saga Bonil n'en est sûrement pas à son dernier épisode alors que le dessinateur continue de travailler pour *El Universo*. Le caricaturiste jouit d'un soutien d'une partie de la population qui manifeste régulièrement en sa faveur en clamant : « Yo soy Bonil » ("Je suis Bonil"), malgré un appel au boycott insufflé par le président Correa lui-même début 2016, allant jusqu'à lui demander d'abandonner ses crayons, et sa carrière de dessinateur. 🐦



De haut en bas
1. Autoportrait
- Bonil (Équateur)
2. Le président Erdogan - Bonil (Équateur)
3. Bonil (Équateur)



VILMA

Vilma Vargas est une dessinatrice et peintre équatorienne qui a fait du dessin de presse son métier depuis près de 30 ans. Tout comme son compatriote Bonil, elle fait face à une situation délicate dans l'exercice de son métier en Équateur, notamment depuis l'arrivée du Président Rafael Correa.

En mai 2016, alors qu'elle organise une exposition d'une cinquantaine de ses dessins en collaboration avec la Casa de

la Cultura Ecuatoriana (CCE), elle voit une partie de son travail écarté de la présentation au dernier moment, pour son penchant « trop politique », selon les dires de la direction. Soutenue par le commissaire d'exposition, elle décide alors de s'opposer à cette décision. Lors du vernissage, elle choisit de garder les dessins censurés critiquant le régime de Raphael Correa.

Sans journal attiré depuis 2014, la dessinatrice, à la suite de ces événements, obtient une bourse de la part de l'Artist Protection Fund afin de travailler quelques temps aux États-Unis. Elle revient en Équateur début 2017, pour continuer son combat et dénoncer un climat hostile à la liberté d'expression dans son pays. 🐦

De gauche à droite
1. Inspiré de Goya, *Tres de Mayo* - Vilma (Équateur)
2. Portrait de Vilma - Antonio (Portugal)
3. Vilma (Équateur)



VENEZUELA

CHIFFRES CLÉS

POPULATION
31,1 millions
d'habitants (2015)

RÉGIME / PRÉSIDENT
République fédérale
présidentielle
▶ Nicolás Maduro Moros

RELIGIONS
Catholique (96%),
protestantisme (2%),
autres (2%)

LANGUE OFFICIELLE
Espagnol

TAUX ALPHABÉTISATION
95,5%
(UNICEF, 2008-2012)

TAUX CROISSANCE
-13,7%
(MINISTÈRE DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES FRANÇAIS, 2016)

TAUX CHÔMAGE
8,6% (BANQUE MONDIALE,
2014)

INDICE DE DÉMOCRATIE
4,68 « régime hybride »
107^e rang sur 167 (2016)

INDICE DE CORRUPTION
17 - 166^e rang sur 176
(TRANSPARENCY INTERNATIONAL,
2016)

IDH
0,767 - 71^e rang
sur 187 (UNDP, 2016)

INDICE RSF
139^e rang sur 180 en 2016
137^e en 2015
(CLASSEMENT MONDIAL DE
LA LIBERTÉ DE LA PRESSE)

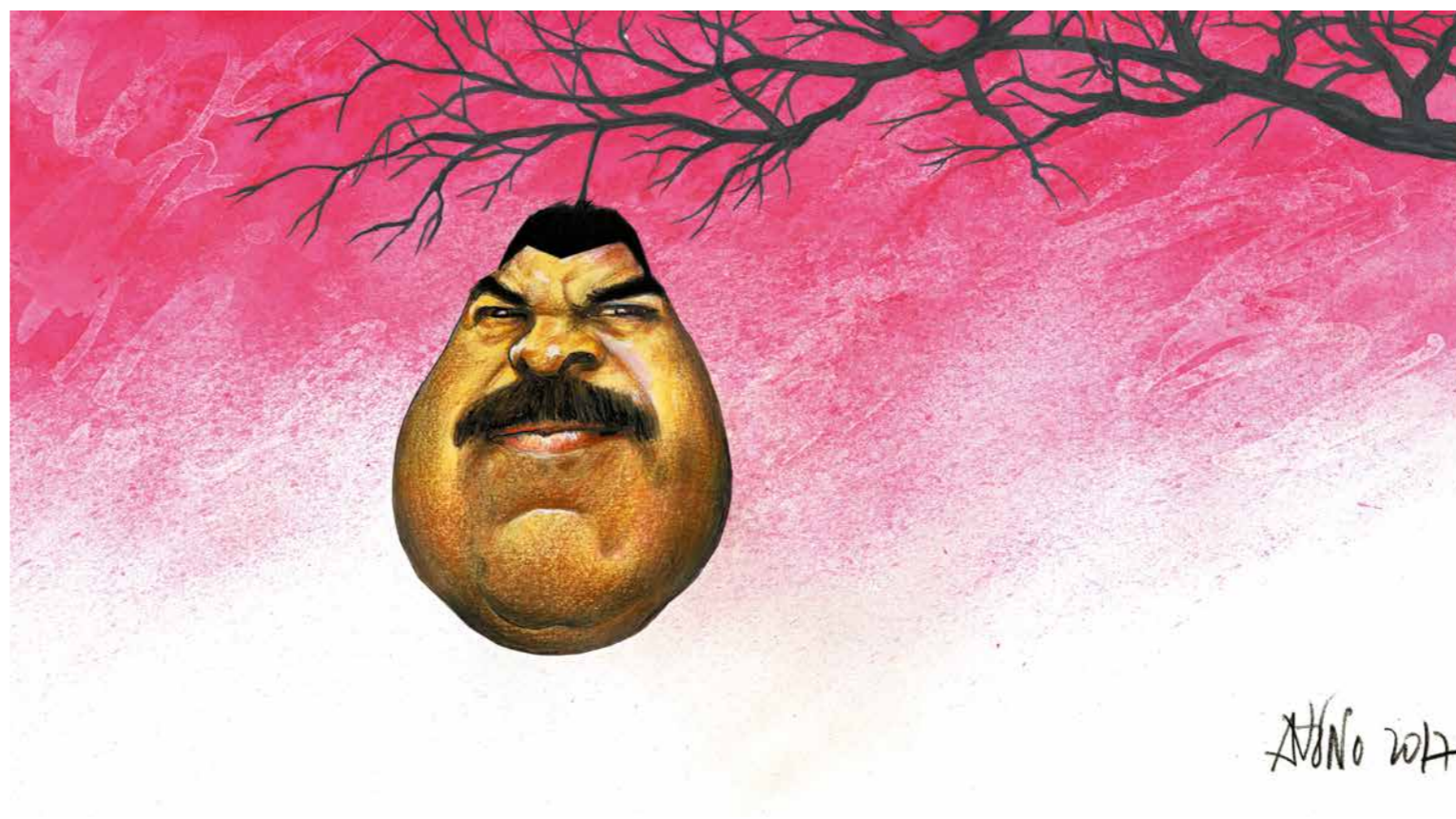
SITUATION POLITIQUE

Après 18 ans de socialisme bolivarien, la situation vénézuélienne se révèle très complexe. La profonde crise économique que traverse le Venezuela, caractérisée par des pénuries de produits de base et de médicaments, d'une inflation exponentielle ainsi que d'une insécurité grandissante aggravent d'autant plus les tensions internes. La corruption des nouvelles élites, de la « boli-bourgeoisie » - nom utilisé pour désigner les plus hauts fonctionnaires du chavisme - est devenue monnaie courante.

En décembre 2015, l'opposition vénézuélienne remporte lors des élections législatives sa première victoire électorale face au chavisme. Néanmoins, Nicolas Maduro, successeur désigné d'Hugo Chávez, contourne le pouvoir législatif en gouvernant par décret, sous couvert de l'« état d'urgence économique ».

Alors que la popularité du président s'effrite, l'opposition tente, en 2016 et en vain, de déclencher une procédure de référendum afin d'anticiper les élections présidentielles. Mais le gouvernement ne recule pas et multiplie les recours à la force dans un contexte de répression. Des défenseurs des droits humains, ainsi que des activistes politiques sont victimes de détentions arbitraires tandis que de hauts dirigeants politiques sont emprisonnés ou contraints à l'exil.

Il n'existe pas de véritable séparation des pouvoirs : le gouvernement contrôle le pouvoir judiciaire par le biais de la Cour Suprême en bloquant le périmètre d'action de l'Assemblée Nationale, alors même que l'opposition y dispose de la majorité absolue. La Cour Suprême, sous les ordres de l'exécutif, publie ainsi le 28 mars 2017 les décisions 155 et 156, s'octroyant les pouvoirs législatifs du Parlement tout en ôtant aux députés d'opposition leur immunité parlementaire. Ces décisions permettent par ailleurs de donner des pouvoirs exceptionnels au président. Ces faits sont immédiatement qualifiés de coup d'Etat



institutionnel et fortement condamnés par des institutions telles que l'UE, l'OEA et le MERCOSUR. Sous la pression internationale, la Cour Suprême fait marche arrière deux jours plus tard. Trop tard pour le peuple vénézuélien : l'accumulation des crises économiques et politiques déclenche des vagues de manifestations dans le pays. Après trois semaines de mobilisation, la répression gouvernementale a déjà fait plus de 20 morts et près d'une centaine de blessés au 23 avril 2017, tandis que plus de 600 personnes ont été arrêtées.

LIBERTÉ DE LA PRESSE

Les journalistes sont aussi la cible de campagnes de dénigrement, d'agressions et d'actes d'intimidation. RSF tire la sonnette d'alarme, alors que depuis début 2016 la situation de la liberté de la presse ne fait que se dégrader. Pour l'organisation Freedom House, cette liberté fondamentale n'existe pas au Venezuela.

Le gouvernement a la main mise sur les stocks de papier et assure une forme de censure en contrôlant l'approvisionnement

des journaux. Plusieurs journalistes se voient expulsés ou interdits d'entrée sur le territoire. Les chaînes du pays, soumis à une législation très stricte telle que celle imposée par la Ley Resorte de 2004, ne diffusent pas les nouvelles nationales. Le seul moyen pour les vénézuéliens d'accéder à l'information est de se tourner vers les médias internationaux : malgré un accès crypté à ces derniers, le gouvernement interdit la diffusion sur le territoire des chaînes internationales telles que NTN24 et CNN.

Des journalistes publiant des contenus critiques sur les réseaux sociaux sont aussi régulièrement condamnés à de très lourdes peines, à l'image de Braulio Jatar qui a été emprisonné en septembre 2016, après avoir publié la vidéo d'une manifestation anti-Maduro. Il risque jusqu'à vingt-cinq ans de prison, alors que ses proches dénoncent un procès manquant de transparence et des conditions arbitraires d'emprisonnement - voire de la torture.

Les caricaturistes ne sont pas en reste, à l'image de Rayma Suprani, l'une des plus importantes figures du dessin de presse du pays avec Edo, Bozzone et Weil, qui s'est vue renvoyé de son journal après 19 ans

de collaboration. Exercer librement son métier suppose de vivre dans une certaine précarité : la rémunération du travail est minimale, la plupart des dessins ne pouvant être publiés qu'en ligne, sur les réseaux sociaux. Les menaces sont aussi monnaie courante : Edo, tout comme Rayma ont ainsi été obligés de quitter le pays. Weil vit aujourd'hui, comme Rayma, à Miami.

Bien que la culture de la caricature soit très forte au Venezuela, les dessinateurs vivent sous pression constante et sont considérés par le pouvoir comme des acteurs politiques souvent dangereux pour le chavisme. Il convient néanmoins de préciser qu'à l'image de la polarisation politique du peuple vénézuélien, entre les pro-Maduro et les anti-Maduro, il existe aussi des dessinateurs pro-régime. 🐦

“ Le gouvernement a la main mise sur les stocks de papier et assure une forme de censure en contrôlant l'approvisionnement des journaux. ”



De haut en bas
1. Le président Maduro - Antonio (Portugal)
2. "On sent la liberté" - Weil (Venezuela)



RAYMA

Rayma Suprani, dessinatrice vénézuélienne, dénonçait dans le quotidien *El Universal* la pauvreté, le manque de justice sociale, et critiquait ouvertement les abus de pouvoir du gouvernement chaviste. Si elle a déjà subi de nombreuses pressions et menaces, par exemple lorsque qu'elle publie un dessin du drapeau vénézuélien criblé de balles, c'est en septembre 2014 qu'elle publie le dessin « de trop » : elle caricature la crise de la santé publique au Venezuela, liée au pétrodollars, en représentant un encéphalogramme plat, contenant la signature de l'ancien président Hugo Chávez – au pouvoir de 1999 à 2013.

Alors même que ce dernier est décédé depuis un an et demi au moment de la publication du dessin, il bénéficie d'une campagne de communication officielle particulièrement efficace qui finit de l'ériger au stade de « Commandant éternel ». Si caricaturer Hugo Chávez de son vivant n'était pas simple, le faire après sa mort semble presque relever « du crime de lèse-majesté, si ce n'est du blasphème. »

C'est que la dessinatrice touche par ailleurs à un sujet sensible : le Venezuela livre en effet à Cuba le pétrole dont l'île a besoin, un échange de bons procédés, puisque Cuba envoie en masse des médecins en direction du Venezuela. Pour autant, les hôpitaux et services de santé vénézuéliens ne cessent de sombrer dans la vétusté. Un phénomène qui s'ajoute à la pénurie de médicaments et souligne les problèmes de corruption au pouvoir, que Rayma dénonce dans son dessin.

Elle est alors immédiatement licenciée du journal pour lequel elle travaillait depuis près de 20 ans, peu après son rachat par un propriétaire plus proche du gouvernement.

« Les chavistes avaient commencé à m'attaquer sur les réseaux sociaux depuis plusieurs années, explique Rayma à un journaliste du *Monde* (France). La chefferie



du journal m'a demandé de modérer mes caricatures. Ce n'était plus le jeu normal de discussion et négociation au sein d'une rédaction : on critiquait le contenu et on exigeait de baisser le ton. Je suis restée sur ma ligne critique. Face au dessin sur la santé, la direction m'a menacée de la perte de mon emploi. J'ai décidé de ne pas sacrifier ma crédibilité comme journaliste et comme dessinatrice. La caricature a été finalement publiée, et j'ai été immédiatement licenciée. Comble de la mesquinerie, il a fallu que mon avocat intervienne, pour qu'on reconnaisse mon contrat de travail et mon ancienneté... »

Privée de son moyen de subsistance, Rayma a dû se réfugier aux Etats-Unis, où elle continue de lutter avec ses crayons pour la liberté d'expression. Elle publie sur le portail de Daryl Cagle, prépare un recueil de dessins et continue d'illustrer l'actualité de son pays sur plusieurs sites web.



TURQUIE



SITUATION POLITIQUE

À cheval sur les continents européen et asiatique, la République de Turquie est l'un des pays les plus prolifiques au monde en matière de caricature et de bande dessinée. Dans presque chaque kiosque à journaux d'Istanbul et d'autres grandes villes du pays, une douzaine de bandes dessinées alternatives et autres publications culturelles regorgeant d'illustrations sont disponibles. L'expression de leurs divergences est parfois encore plus tranchée que celle des journaux les plus radicaux de l'opposition. Le pays compte environ trois quarts de Turcs et 19 % de Kurdes, le reste de la population étant constitué d'autres minorités. La campagne kurde en faveur de l'indépendance et de la souveraineté de la partie Est du pays

ainsi que des droits élémentaires fait d'ailleurs partie des conflits de longue date qui affectent la Turquie. Le gouvernement actuel a diabolisé ce mouvement kurde, notamment à mesure que les attaques terroristes perpétrées par des groupes militants kurdes et les retombées de la guerre civile voisine en Syrie ont gangrené Istanbul et Ankara.

Le 15 juillet 2016, un groupe de putschistes de l'armée a tenté un coup d'État contre le président Recep Tayyip Erdoğan. Cette nuit-là, près de 300 personnes ont été tuées dans tout le pays. Il s'est ensuivi une chasse aux sorcières au sein des universités, du gouvernement et des médias. Cette répression généralisée suite à la tentative de coup d'État a exacerbé les risques encourus par les satiristes turcs.

CHIFFRES CLÉS

POPULATION
92,25 millions
d'habitants (2017)

RÉGIME / PRÉSIDENT
Régime présidentiel
► Recep Tayyip Erdogan

RELIGIONS
Islam (99%) ; chrétiens
& juifs (minorités)

LANGUE OFFICIELLE
Turc

TAUX ALPHABÉTISATION
94,1% (UNICEF, 2011)

TAUX CROISSANCE
4,1%
(BANQUE MONDIALE, 2013)

TAUX CHÔMAGE
10,5%
(BANQUE MONDIALE, 2015)

INDICE DE DÉMOCRATIE
5,04 « régime hybride »
97^e rang sur 167 (2016)

INDICE DE CORRUPTION
41 - 45^e rang sur 176
(TRANSPARENCY INTERNATIONAL, 2016)

IDH
0,767 - 71^e rang sur 187
(UNDP, 2015)

INDICE RSF
151^e rang sur 180 en 2016
149^e en 2015
(CLASSEMENT MONDIAL DE LA LIBERTÉ DE LA PRESSE)



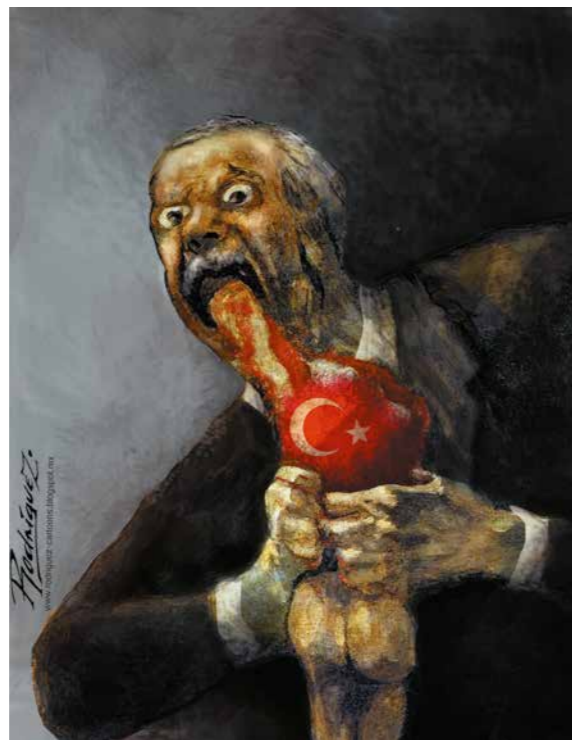


>> LIBERTÉ DE LA PRESSE

Avant même la révolte militaire maladroite et la croisade du gouvernement qui s'est ensuivie contre la contestation, la situation était déjà désespérée. Être caricaturiste en 2016 en Turquie est devenu plus compliqué que jamais auparavant. Afin de museler les critiques, les procureurs de la république et les loyalistes du régime d'Erdoğan n'hésitent pas à engager des poursuites pour « insulte envers le président ». Plus de 1500 personnes – parmi lesquelles des caricaturistes, des célébrités, des journalistes, de simples citoyens et même un humoriste allemand (poursuivi en Allemagne) – font l'objet d'une enquête ou de poursuites judiciaires. Malgré les pressions, une cohorte de dessinateurs courageux continue de caricaturer Erdoğan et ses acolytes. En Turquie, la longue tradition des caricaturistes dissidents semble aller de pair avec une toute aussi longue tradition de répression.

Les pressions vis-à-vis des caricaturistes prennent également la forme des événements tragiques qu'ils dénoncent à travers leurs œuvres, y compris la menace imminente d'une attaque fortuite. Faire des dessins sur les sept plus grandes attaques terroristes qui ont eu lieu depuis octobre 2015 et ont causé la mort de plus de 200 personnes à Istanbul et Ankara est démoralisant et de déprimant.

Les opposants ont également intimidé les caricaturistes en faisant usage de la



violence. Lorsque l'hebdomadaire satirique *LeMan* a publié un « numéro spécial coup d'État » le 17 juillet, une foule en colère a tenté d'attaquer les locaux du magazine à 4h du matin ; ce numéro a également été censuré par les autorités. Cela n'est pas sans rappeler d'autres attaques du même type, notamment lorsque des incendiaires s'en étaient pris aux locaux de l'hebdomadaire satirique *Penguen** en mai 2012. De même, un caricaturiste a rapporté qu'il avait aperçu à de nombreuses reprises ces dernières années des « hommes de l'ombre » postés à l'extérieur des locaux de son magazine et « prenant discrètement des photos » de lui et ses collègues. En Turquie, exercer son métier de caricaturiste est de plus en plus difficile, voire de plus en plus dangereux. « Il est impossible de faire des caricatures dans la peur », explique un célèbre illustrateur. Les caricaturistes de Turquie ont beaucoup de mérite. 🇹🇷

*Note de *Cartooning for Peace* : depuis l'écriture de cet article, *Penguen* a annoncé fin avril la prochaine fermeture du journal satirique.

De haut en bas

1. (page précédente) Le président Erdoğan, "La presse turque unie" - Joep Bertrams (Pays-Bas)
2. Le président Erdoğan - Khalid Gueddar (Maroc)
3. Le référendum en Turquie - Izel (Turquie)
4. "Erdoğan dévorant ses enfants", inspiré de Goya, *Saturne dévorant un de ses fils* - Rodriguez (Mexique)



MUSA KART

Le 31 octobre 2016, lors de la vague d'arrestations ayant suivi le coup d'État manqué en Turquie, une dizaine de collaborateurs du principal journal d'opposition turc *Cumhuriyet* sont arrêtés par la police. Parmi eux, le dessinateur Musa Kart. Ce n'est pas la première fois que le caricaturiste subit les foudres du régime, comme en 2014 où il avait risqué neuf ans de prison en dénonçant les liens entre Erdoğan et une affaire de blanchiment d'argent. Ses collègues se sont mobilisés à travers le monde afin de le soutenir, en dessins.

« MUSELER MUSA KART »
— par Jonathan Guyer, membre de l'Institute of Current World Affairs

« Quelles explications vont-ils donner au reste du monde ? Je suis placé en détention pour avoir fait des dessins humoristiques ! », a lancé Musa Kart le 31 octobre 2016. Le caricaturiste turc s'adressait aux journalistes présents lors d'un raid organisé au sein du quotidien kémaliste *Cumhuriyet* où il siège au conseil d'administration. Peu de temps après, les autorités ont arrêté Musa Kart ainsi qu'au moins douze de ses collègues. Son domicile a été fouillé.

Aujourd'hui âgé de 63 ans, Musa Kart a déjà passé 6 mois en prison aux côtés de plusieurs de ses collègues du journal *Cumhuriyet*. Suite à la victoire du président Erdoğan au référendum sur le renforcement des pouvoirs présidentiels, les autorités turques ont informé les avocats du caricaturiste emprisonné que les procureurs avaient requis une peine maximale de vingt-neuf ans et que la date de son procès et de celui de ses collègues avait été fixée au 24 juillet 2017.

Les charges retenues contre lui : « collusion avec une organisation terroriste, sans en être membre ». Manifestement, tous les journalistes en Turquie courent le risque d'être injustement et habilement accusés de terrorisme.

J'ai eu l'occasion de me rendre dans les locaux du journal *Cumhuriyet* dans le cadre d'un vaste entretien avec le caricaturiste Musa Kart le 8 juillet 2016, c'était une semaine avant la tentative de coup d'État qui a entraîné une répression des libertés encore plus prononcée dans le pays. La première chose que j'ai vue en arrivant dans le hall d'entrée était la caricature de Musa Kart mettant en scène le président



Recep Tayyip Erdoğan aux côtés d'Hitler – sans aucun doute le type de dessins qui dérangent le président, fort susceptible.

Les menaces judiciaires n'ont pas permis de mettre un terme à la longue tradition turque de la satire politique car les caricaturistes turcs se font un devoir de fustiger les puissants. « Pour un opposant, garder le silence dans de telles circonstances serait du jamais vu », explique Musa Kart, un caricaturiste chevronné qui s'est battu ces dernières décennies lors de procès très médiatisés pour avoir caricaturé Erdoğan en chaton et en braqueur de banque. « Du point de vue occidental, [les attaques judiciaires] sont quelque chose de comique et d'absurde. Ici, elles n'ont rien d'anormal. Je ne connais pas un seul journaliste ou caricaturiste sérieux qui ne fasse pas l'objet d'une procédure judiciaire ».

« L'humour peut s'avérer être un moyen redoutable pour combattre le gouvernement », m'a expliqué Musa Kart. « Même si nous n'acceptons pas la pression [de la censure du gouvernement], nous sommes constamment sur le qui-vive car nous savons qu'ils nous attendent au tournant. » Je n'ai pas pu m'empêcher de penser aux gardes armés postés au rez-de-chaussée et dans le hall d'entrée. « Le journal Cumhuriyet est l'un des derniers bastions de la résistance », m'a-t-il dit de façon détachée.

Musa Kart, qui dessine depuis plus de vingt ans, s'est exprimé sans ménagement sur les dangers de la caricature dans la Turquie d'Erdoğan. « Je peux dire qu'il y a plus de pres-



De haut en bas
3. Vadot (Belgique)
4. "Ne te presse pas, notre guetteur est un hologramme" - Musa Kart (Turquie)
5. "Dessinateur" - Glez (Burkina Faso)

sion ces derniers temps que jamais auparavant », m'a-t-il dit. Quant à la longue série de chefs d'accusations qui pèsent contre lui, Musa Kart a souvent dit qu'il trouvait tout cela plutôt loufoque. « Si je suis reconnu coupable, cela se transformera en une comédie dramatique », a-t-il commenté.

Que faire pour attirer l'attention sur l'incarcération injuste de Musa Kart et ses collègues? Les Nations Unies ont envoyé un rapporteur spécial chargé de surveiller la situation. La British Cartoonist Association a acclamé Musa Kart. Le Comité pour la Protection des Journalistes a mis à l'honneur Can Dündar, ancien rédacteur en chef du quotidien Cumhuriyet. Mais au beau milieu d'une répression arbitraire de la presse – la Turquie est actuellement le pays qui emprisonne le plus de journalistes au monde – le cas de Musa Kart et de ses collègues a été rayé de la carte.

« La caricature permet d'exprimer un concept de façon directe et concise », expliquait Musa Kart, « et dans ce pays, il y a grand besoin de ce genre de communication ». Pour l'heure, nous devons nous replonger dans les archives de Musa Kart pour combler le vide. Son encart au sein du journal Cumhuriyet reste vide.*



*Note de Cartooning for Peace : la rédaction publie de temps à autre un dessin de soutien à Musa Kart envoyé par ses collègues internationaux en place du dessin de celui-ci.

RUSSIE

CHIFFRES CLÉS

POPULATION
143,5 millions
d'habitants (2013)

RÉGIME / PRÉSIDENT
Parlementaire,
semi-présidentiel
▶ Vladimir Poutine

RELIGIONS
Orthodoxie (66,5%),
islam (10 à 15%)

LANGUE OFFICIELLE
Russe

TAUX ALPHABÉTISATION
99,7% (UNESCO, 2015)

TAUX CROISSANCE
1,3%
(BANQUE MONDIALE, 2013)

TAUX CHÔMAGE
5,7%
(BANQUE MONDIALE, 2016)

INDICE DE DÉMOCRATIE
3,24 « Régime autoritaire »
134° rang sur 167 (2016)

INDICE DE CORRUPTION
29 - 131° rang sur 176
(TRANSPARENCY INTERNATIONAL,
2016)

IDH
0,798 - 50° rang sur 187
(ONU, 214)

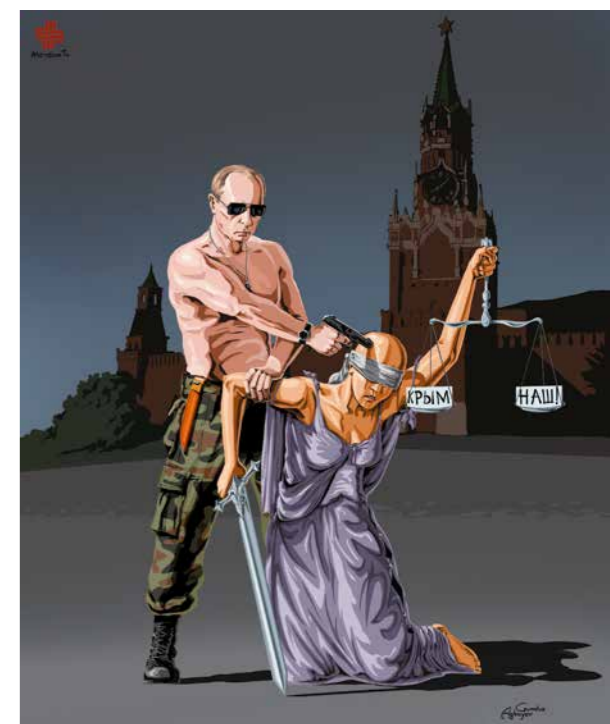
INDICE RSF
148° rang sur 180 en
2016 – 152° en 2015
(CLASSEMENT MONDIAL DE
LA LIBERTÉ DE LA PRESSE)

SITUATION POLITIQUE

La situation politique en Russie est marquée, depuis quelques années, par ce que les spécialistes appellent un raidissement autoritaire. Depuis l'accession à la présidence de Vladimir Poutine en 1999 – même si Dmitri Medvedev est président en 2008-2012 – le pouvoir se concentre au sommet : c'est ce que l'on appelle depuis la présidence Eltsine (1991-1999) l'affermissement d'une « verticale du pouvoir ». Autour du chef de l'État se trouvent ainsi des personnes liées majoritairement aux services secrets (FSB), mais aussi des hommes d'affaires, des oligarques et des personnalités du champ politico-médiatique. Les commentateurs dénomment « système Poutine » cet appareil d'État au service de l'exécutif, doublé d'une centralisation forte du pouvoir dans un État pourtant fédéral.

En parallèle, le champ des libertés publiques s'est considérablement restreint. En témoignent, d'après plusieurs commentateurs, le meurtre de Boris Nemtsov (figure de l'opposition libérale) dans les rues de Moscou le 27 février 2015, ou encore l'arrestation d'Alexeï Navalny le 26 mars 2017 à la suite de larges manifestations anti-corruption dans plusieurs villes de Russie. Au niveau des libertés publiques, une loi adoptée en 2014 sanctionne les violations répétées aux dispositions concernant les rassemblements. Sur ces bases, l'activiste Ildar Dadine a été arrêté puis condamné en 2015 pour plusieurs manifestations solitaires qu'il avait organisées. S'il a été libéré au début de l'année 2017 après avoir connu pressions et violences en colonie pénitentiaire, son cas témoigne de la progressive restriction des droits et libertés politiques en Russie.

Dans ce contexte, les contre-pouvoirs russes à l'exécutif sont faibles. La Douma, chambre basse du Parlement russe, a été renouvelée aux

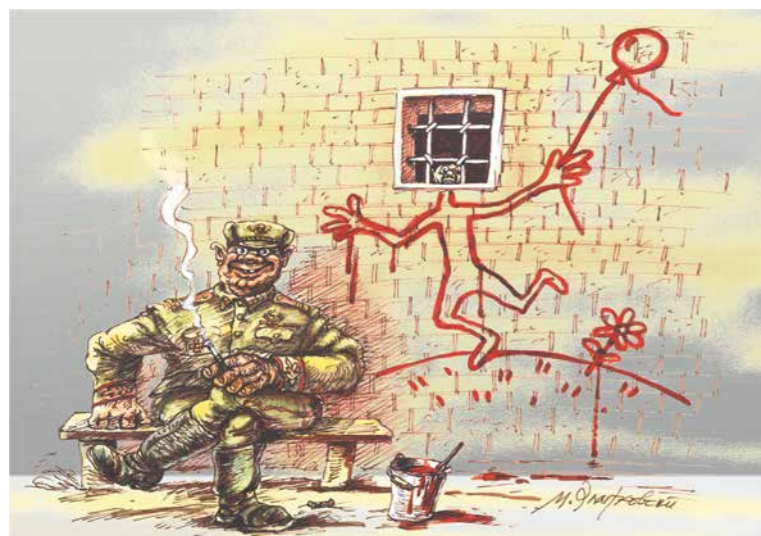


dernières élections législatives de septembre 2016, et le parti du pouvoir « Russie unie » en est venu à dominer largement par le nombre de sièges : 344 députés sur 450 au total. Elle est de ce fait dénoncée par les opposants

politiques comme une simple chambre d'enregistrement au service de l'exécutif.

Par ailleurs, avec la crise ukrainienne et l'annexion de la Crimée (mars 2014), la Russie trouve dans l'opposition à l'extérieur une voie permettant la « consolidation patriotique » du régime. Alors qu'en novembre 2013 seuls 26% des Russes étaient prêts à voter pour Vladimir Poutine aux élections présidentielles de 2018, la cote de popularité du chef de l'État atteint 88% de la population après la crise russo-ukrainienne.

Cependant, la situation politique ne semble pas pouvoir rester durablement bloquée alors que la croissance économique est faible et que le pays est toujours touché par la crise. Les prix bas des hydrocarbures – desquels dépend largement l'économie russe –, les difficultés à endiguer la pauvreté d'une grande partie de la population et surtout les élections de 2018, lors desquelles Vladimir Poutine briguerait un quatrième mandat présidentiel, entretiennent l'incertitude quant à l'avenir politique de la Russie.



>> LIBERTÉ DE LA PRESSE

La liberté de la presse est constitutionnellement garantie en Russie. La Constitution de la Fédération de Russie, adoptée en 1993, dispose ainsi à son chapitre 2 qu'« à chacun est garantie la liberté de pensée et de parole », que la propagande ou l'incitation à la haine sont « interdites » et que « chacun a le droit de rechercher, d'obtenir, de transmettre, de produire et de diffuser librement des informations par tout moyen légal » ; en découle donc la garantie de la « liberté des médias » et l'interdiction de la censure (article 29). Ces dispositions, du reste, sont conformes aux engagements internationaux librement conclus par la Russie, que ce soit la Convention européenne des Droits de l'homme et des Libertés fondamentales de 1950 (l'article 10 concerne la liberté d'expression), ou encore le Pacte international relatif aux droits civils et politiques de 1966.

Cependant, les évolutions récentes en Russie limitent fortement la liberté de la presse et plus largement la liberté d'information. Parmi les dispositions législatives adoptées ces dernières années, la FIDH recense la loi fédérale « Sur la défense des enfants contre les informations pouvant nuire à leur santé et à leur développement » (2012), la loi contre l'emploi de mots grossiers dans les médias (2013), contre le piratage sur Internet (2013), ainsi que différents actes législatifs visant à limiter « l'accès aux informations illégales sur Internet ». De plus, un service fédéral chargé de la « supervision des communications, des technologies de l'information et des médias de masse », appelé Roskomnadzor, a été mis en place entre 2008 et 2012 ; il prévoit la fermeture

de sites Internet qui seraient non-conformes à la loi. Ce service et les dispositions législatives prises en Russie organisent, d'après plusieurs observateurs, une forme de censure en Russie.

Quant à la liberté de caricaturer et la situation de la satire en Russie, l'attitude des pouvoirs publics est sévère. Au début des années 2000, l'émission *Koukly* ("Marionnettes"), diffusée sur la chaîne de télévision NTV, et largement irrévérencieuse à l'égard du pouvoir, a été contrainte de cesser son activité sous les pressions du Kremlin. Elle avait en effet moqué à plusieurs reprises la figure de Vladimir Poutine. Cet exemple témoigne de l'éclipse relative de la satire politique au cours des années 2000. Dans ce contexte, la caricature est relativement peu développée dans les médias russes. Les caricaturistes actifs sont peu nombreux, et ceux encore en activité semblent pratiquer l'auto-censure : seuls les dessins satiriques neutres (caricature sociale) ou favorables à l'exécutif paraissent dans les médias.

Cependant, Internet et les réseaux sociaux ont permis un regain de vitalité pour la satire graphique. De nombreuses pages du réseau VKontakte (équivalent de Facebook en Russie) listent des caricatures dénonçant le "Système Poutine". Twitter permet à de nombreux Russes de produire et répandre des photo-montages critiquant le pouvoir russe. Les principaux caricaturistes russes comme Sergueï Elkin ou encore Alexeï Merinov publient ainsi leurs dessins sur Internet.

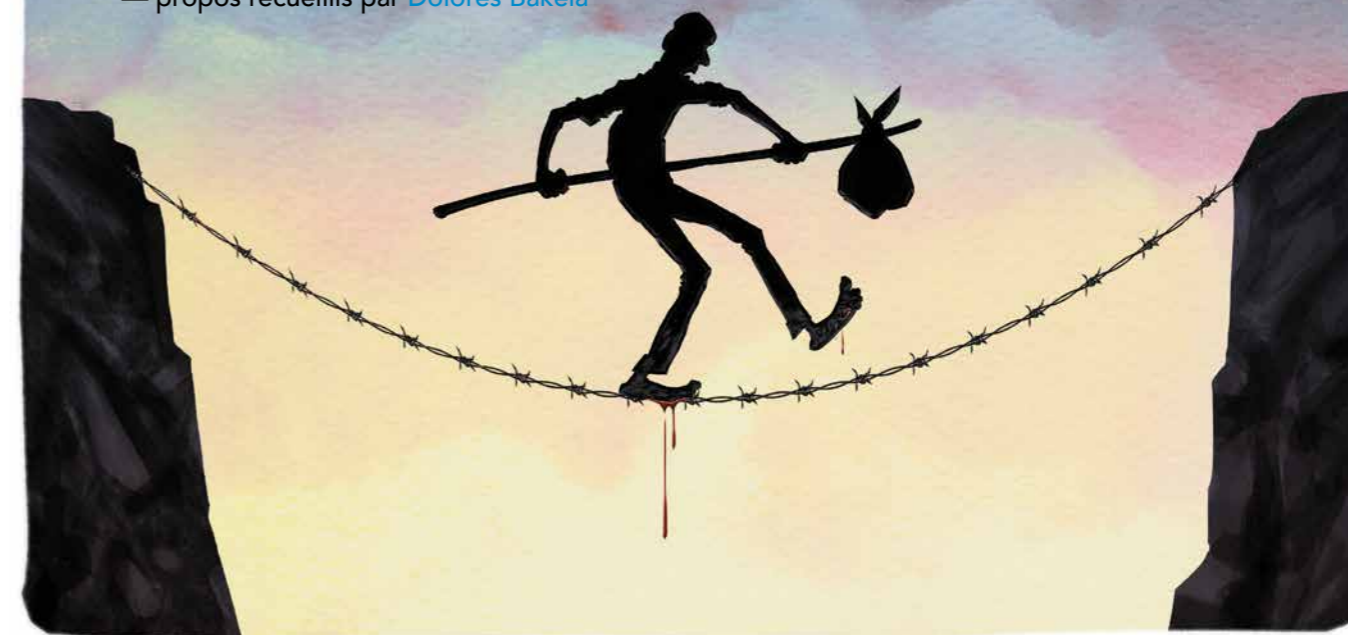


- De haut en bas
1. (page précédente) Le président Poutine - Gunduz Aghayev (Azerbaïdjan)
 2. Zlatkovsky (Russie)
 3. Le président Poutine - Sergueï Elkin (Russie)
 4. "Presse russe" - Joep Bertrams (Pays-Bas)

ET UN JOUR, IL A FALLU PARTIR...

Témoignages de dessinateurs exilés en France

— propos recueillis par Dolores Bakela



Et un jour, il a fallu partir. Pour avoir dessiné dans un journal pour enfants iranien comme l'a vécu Mana Neyestani. A cause de l'arrivée de Daesh en Irak pour Daban*, caricaturiste kurde. Pour des dessins satiriques publiés au Tchad, alors dirigé par Idriss Déby, pour Adjim Danngar. Ou encore parce qu'Ayemen* ne supportait plus de voir des gens mourir, chez lui, en Syrie.

Pour ces dessinateurs de presse, il a fallu précipitamment prendre leur liberté d'expression, leurs critiques politiques sous le bras et tout quitter. Réussir à fuir pour ne pas mourir.

PARTIR POUR NE PAS REVENIR

Adjim n'a eu qu'un jour pour s'arracher à sa vie de caricaturiste au Tchad. Il n'a alors que 22 ans. Les menaces de mort, les intimidations, les agressions physiques durent depuis quelques temps déjà. La veille de sa fuite, il dessine encore pour *Le Miroir*, l'équivalent tchadien de *Charlie Hebdo*, et s'apprête à participer à un salon de la presse en France. Au moment de partir, des paramilitaires tentent de l'enlever dans

son quartier. Lui, qui continuait coûte que coûte de dessiner haut et fort, doit se taire, d'un coup. Et comprend qu'il lui faut quitter le Tchad sans attirer l'attention. « *Mon avion s'est posé le 24 novembre 2004 en France* », se souvient-il précisément. Une date qui signe le début de sa nouvelle vie.

En 2015, c'est au tour de Gunduz Agayev d'être jeté sur les routes. Artiste de formation en Azerbaïdjan, il commence à dévoiler des dessins satiriques sur son compte Facebook en 2012. « *Un geste citoyen vu la situation politique qui règne alors* », assume-t-il. Puis débute en 2013 une collaboration avec *Meydan TV*, une chaîne d'information indépendante créée par un ancien prisonnier politique. Les autorités n'apprécient pas que l'homme se change en lanceur d'alerte et commencent à l'intimider par téléphone. Lorsqu'on le rencontre à Paris, il nous raconte, les yeux rieurs, comment on a tenté de le corrompre : « *Faites des caricatures, mais pour le gouvernement ou sur les opposants* », lui suggère-t-on alors. Gunduz refuse, sourit toujours. « *L'État ne me faisait pas peur* », souligne-t-il. Jusqu'à ce fameux interrogatoire du 17 novembre 2014, six heures durant, dans un des bureaux du ministère de l'Intérieur, où on le force à signer



De gauche à droite
 1. (page précédente) Molina (Nicaragua)
 2. Willy Zekid (Congo Brazzaville)
 3. Rue de la Maison des Journalistes - Achou alias Adjim Danngar (Tchad)
 4. Vilma (Equateur)

bagages, transcende les frontières. Malgré tout, Mana choisit de nouveau le départ. « Avoir un passeport iranien n'est pas facile partout; je préférerais aller dans un pays occidental », se remémore-t-il. Après de nombreuses tentatives infructueuses pour faire avancer son cas auprès des ambassades et de l'ONU, Reporters sans Frontières, via l'organisation Icorn (International Cities of Refuge Network), lui permet d'accéder à une résidence d'artistes à Paris en 2010. C'est là, en 2012, qu'il publie *Une métamorphose iranienne*, tant sa situation absurde lui rappelle *La Métamorphose* de Franz Kafka, une nouvelle sur l'exclusion sociale d'un homme qui ne peut contrôler ce qui lui arrive et finit par se transformer en cafard.

Pour Daban*, qui quitte le Kurdistan irakien, c'est le début d'un « voyage terrible » vers l'Allemagne, en passant par la Turquie. « Je me suis vu me battre pour ma survie. C'était chacun pour soi » nous a-t-il raconté, les yeux embués. « Une fois en Allemagne, des messages délivrés par haut-parleurs nous ont avisés qu'il était possible de partir pour la France », confie le caricaturiste. Il débarque dans un camp de migrants des Yvelines avant d'être pris en charge par les associations locales.

RECOMMENCER À ZÉRO

Pour Sylav, la France, c'est d'abord un hasard. Un article sur la religion déplaît et toute la rédaction est dans la ligne de mire du gouvernement. « Il peut t'arriver n'importe quoi, à toi, ta famille. Tu ne seras plus jamais tranquille », lui dit-on. Il est parti d'Iran à pied. Son passeur lui indique qu'il peut aller en Norvège, puis en Angleterre, mais c'est en France qu'on finit par le faire débarquer avec un faux passeport, et après l'avoir délesté de beaucoup d'argent. « C'est le pays de Van Gogh et des opportunités professionnelles », croit-il savoir. Et si ces dernières existent, elles sont bien cachées par les difficultés administratives qui s'accumulent. « Pendant deux ans, j'ai bataillé pour comprendre la bureaucratie. J'ai vécu trois mois dans la rue comme un chien. Mes uniques préoccupations : trouver où dormir, comment manger et rester propre », nous confie-t-il pudiquement, désormais installé dans une petite chambre quelque part en région parisienne.

Adjim a mis un an et demi à obtenir des papiers, suite à un refus de l'OFPPA (Office Français de Protection des

Réfugiés et Apatrides) et une obligation de quitter le territoire. « Reporters sans frontières a pu appuyer mon dossier, grâce à leurs correspondants qui ont constaté que j'étais en danger dans mon pays, souligne-t-il, tout en confessant avoir été sans-papiers quelques jours. Quand je pense à d'autres cas, ça n'a pas été long ».

Si leur activité les a poussés loin de leurs proches, aucun n'envisage d'arrêter de dessiner. Il faut, pour bon nombre d'entre eux, se reconstruire professionnellement, surtout quand ils ne sont là que depuis quelques années. Sans oublier la barrière de la langue pour les non-francophones. Après ses problèmes de papiers, Adjim a pu se former à l'uni-



versité dans le digital, étudier de l'autre côté de l'Atlantique, à San Francisco, prendre un emploi d'assistant multimédia, publier des dessins ou des ouvrages comme le récent *Mamie Denis évadée de la maison de retraite*. Les contacts dans les rédactions de presse manquent cependant à certains. Récemment, le journal *Libération* a laissé les rênes d'une de ses éditions aux réfugiés; Adjim Danngar en a même dessiné la Une. « Plus ça va, plus j'ai confiance en ce que je fais; mon trait s'est affirmé », nous dit-il. Sous nos yeux, d'élégants carnets fabriqués de ses propres mains qu'il remplit d'études pour de futurs travaux. On y découvre notamment le nouveau visage de Popito, personnage qu'il a créé, adolescent. « C'était un super-héros africain qui allait casser la gueule aux dictateurs ». Pour Adjim, le temps est venu de redonner vie à Popito. Chez le Syrien Aymen, on retrouve une volonté de « se bouger tout seul » : il participe à des ouvrages collectifs, tente de montrer ses œuvres. Notre interview lui vole un peu de temps aux préparatifs du vernissage d'une exposition.

LE POIDS DE LA SOLITUDE

Daban, le dessinateur kurde, expose lui aussi régulièrement dans son département d'adoption. « Il dessine beaucoup sur la douleur, la guerre. Ses dessins sont colorés, pleins d'espoir », nous glisse son interprète. Mais comme son confrère iranien Sylav, qui attend fébrilement que son épouse puisse le rejoindre, il se sent isolé. Difficile d'imaginer la douleur ressentie par chacun d'entre eux, celle de ne pouvoir être aux côtés de leurs proches. « Mes frères, mes sœurs, tout le monde manque, soupire Aymen, en fin d'entretien. Mais je ne peux pas le dire publiquement. Ce serait pris pour de la faiblesse. »

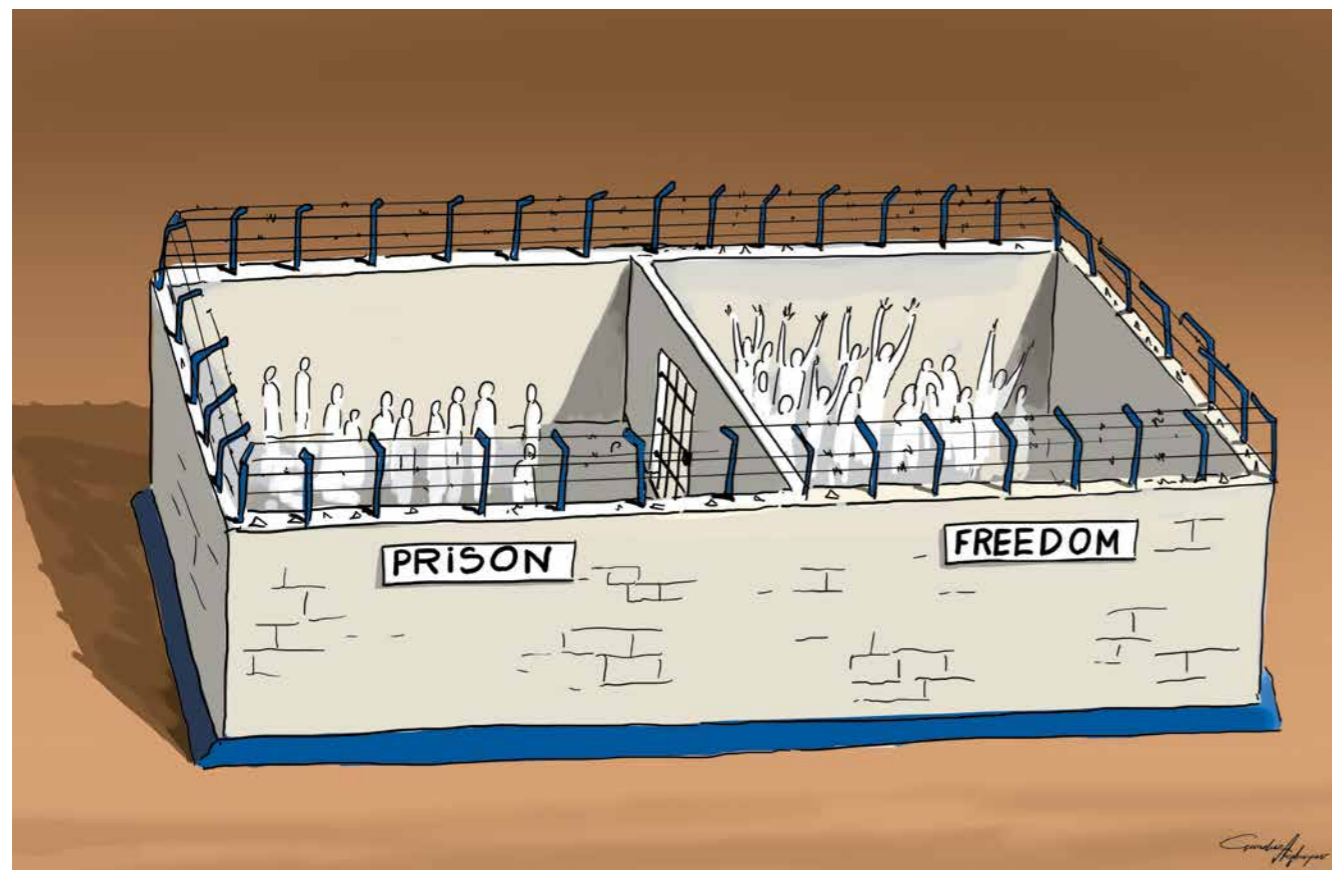
Mana comble le vide à sa manière : « Je dois juste reconstruire mon cocon, avec ce qu'il me faut pour dessiner. Je n'ai pas besoin de plus ». En tant que réfugiés politiques, certains dessinateurs ne peuvent retourner sur leur terre d'origine. Pourtant, l'actualité de leurs pays respectifs n'est jamais bien loin. Le corps ici, la tête là-bas en quelque sorte. C'est la double peine de l'exil : laisser derrière soi des proches dans

>> un document attestant qu'il prend des stupéfiants, ce qui est faux, en échange de la liberté. Et il lui a fallu partir aussi. Mais pour aller où ? Rien ne le prédestinait à se stabiliser en région parisienne. Avant d'arriver jusqu'ici, il s'arrête en Géorgie, puis passe près d'une année en Ukraine, où il continue de dessiner.

LA FRANCE, ENFIN

Et il n'est pas le seul à avoir fait un long détour avant d'arriver en France. Après la Turquie et les Émirats arabes unis, Mana Neyestani, dessinateur renommé en Iran, passe quatre ans en Malaisie, suite à sa caricature mal interprétée, qu'il reproduit sur notre carnet de notes, pour en souligner l'innocence. Ce coup de crayon dans un journal gouvernemental souffle sur les braises d'un conflit ethnique latent avec la minorité azérie du pays; elle participe à des manifestations, réprimées dans le sang. Mana est arrêté et passe quelques mois en prison. Il profite d'être relâché temporairement avant son procès pour prendre immédiatement la route. En Asie, il étudie, tout en travaillant pour des médias d'opposition syriens sur Internet. Car le goût de la transgression ne quitte jamais ces dessinateurs. Il les accompagne dans leurs

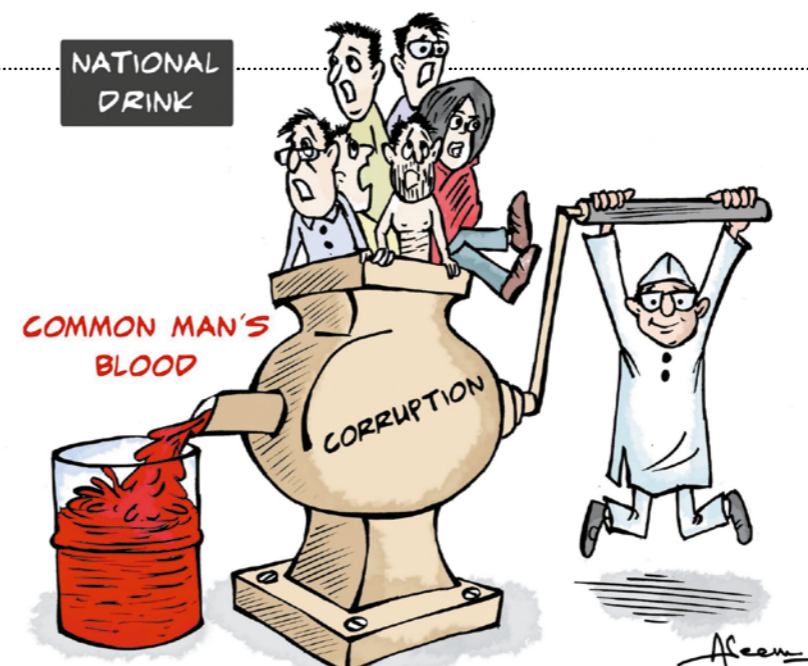
“ Si leur activité les a poussés loin de leurs proches, aucun n'envisage d'arrêter de dessiner. ”



>> des pays qui ont bafoué leurs droits. Gunduz se sent enfin tranquille dans le foyer pour demandeurs d'asile qui l'accueille, entouré de sa femme et de son fils. Depuis quelques mois seulement, la police azérie a arrêté de lui envoyer des messages auxquels il répondait avec des émoticônes pour « pacifier les rapports » et protéger ses proches, restés en Azerbaïdjan. Gunduz n'a pas encore Internet, un handicap pour cet homme qui ne demande qu'à travailler, « de préférence la nuit quand tout le monde dort ». Il essaie de croquer avec vigueur l'actualité internationale mais s'interdit de faire des caricatures religieuses. « Certains habitants du foyer ne comprennent pas », explique-t-il, lui qui a grandi dans la religion musulmane avant de devenir agnostique. Comme d'autres collègues, il voit le dessin de presse comme le cœur même de la liberté d'expression et veut continuer de s'octroyer le droit de transgresser les règles. En clair, pas question de lâcher le crayon. « C'est pour continuer que je suis ici ».

*les prénoms ont été changés

De haut en bas
5. "Prison / Liberté"
- Gunduz Aghayev
(Azerbaïdjan)
6. Ares (Cuba)



ASEEM TRIVEDI

Le dessinateur indien Aseem Trivedi utilise la caricature comme un outil d'activisme en faveur des droits humains. Chacun de ses dessins est une façon de tester, dénoncer et repousser les limites de la liberté d'expression et d'information en Inde, où l'autocensure et le climat d'insécurité pour les journalistes restent préoccupants.

Après avoir travaillé quelques années pour la presse écrite indienne, Aseem Trivedi lance en 2011 la campagne nationale "Cartoons Against Corruption", à travers laquelle il raille à grands coups de crayon la corruption généralisée de l'élite politique indienne. Le site hébergeant ses caricatures est rapidement fermé par les autorités. Aseem Trivedi lance alors avec d'autres journalistes et activistes une campagne de lutte contre la censure en ligne, "Save Your Voice".

Lauréat 2012 du "Courage in Editorial Cartooning Award" de l'organisation



Cartoonists Rights Network International - un prix qu'il partage avec le dessinateur syrien Ali Ferzat - Aseem Trivedi est arrêté à Mumbai le 9 septembre 2012. Accusé de sédition et d'avoir enfreint la loi sur les emblèmes nationaux ainsi que la loi sur les technologies de l'information, il risque alors la prison à vie. Alors que certains caricaturistes dénoncent sa radicalité, l'inculpation du dessinateur engendre un débat passionné sur la liberté d'expression en Inde, si bien qu'un mois après son arrestation, les charges de sédition sont abandonnées. Néanmoins, Aseem Trivedi est encore dans le collimateur des autorités pour "insulte à un emblème national".

Après une pause de deux ans, Aseem Trivedi reprend son activité de caricaturiste suite aux attentats de Charlie Hebdo, convaincu que cette attaque a rendu le neuvième art encore plus puissant. En 2015, il crée la plateforme en ligne Black & White dédiée à l'art de la "résistance" par la caricature, sur laquelle il publie régulièrement ses dessins, sous forme de séries de 10, dénonçant les violations de la liberté d'expression en Inde, mais également en Turquie, en Égypte ou encore au Bahreïn. La première édition du magazine en ligne est consacrée à un recueil de caricatures intitulé A Cartoon Against Every Lash en soutien à Raif Badawi, un blogueur saoudien condamné en septembre 2014 à 1000 coups de fouet et 10 ans d'emprisonnement. A travers Black & White, Aseem Trivedi met son crayon au service de la lutte pour la justice, l'égalité et le respect des droits humains.

MALAISIE

CHIFFRES CLÉS

POPULATION
31,7 millions d'habitants
(2016)

RÉGIME / ROI
Monarchie constitutionnelle – à régime parlementaire
► Premier ministre Najib Razak (Roi au pouvoir symbolique)

RELIGIONS
Islam (religion officielle – 62%), bouddhisme (20%), christianisme (9,2%), hindouisme (6,3%)
(ESTIMATION MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES FRANÇAIS, 2016)

LANGUE OFFICIELLE
Malais

TAUX ALPHABÉTISATION
93,1%
(UNICEF 2008-2012)

TAUX CROISSANCE
4,7%
(BANQUE MONDIALE, 2013)

TAUX CHÔMAGE
3,3%
(BANQUE MONDIALE, 2016)

INDICE DE DÉMOCRATIE
6,54 « démocratie imparfaite »
65^e rang sur 167 (2016)

INDICE DE CORRUPTION
49 - 55^e rang sur 176
(TRANSPARENCY INTERNATIONAL, 2016)

IDH
0,779 - 62^e rang sur 187
(ONU, 2014)

INDICE RSF
146^e rang sur 180 en 2016
147^e en 2015
(CLASSEMENT MONDIAL DE LA LIBERTÉ DE LA PRESSE)

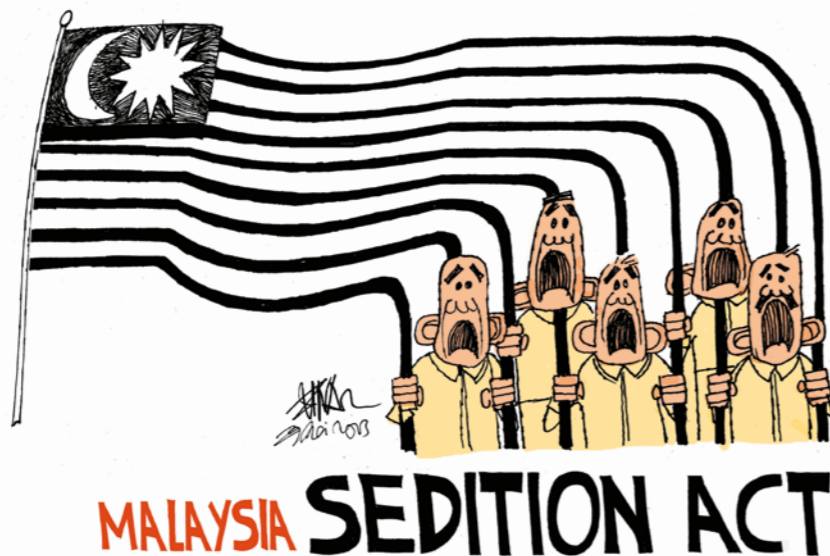
SITUATION POLITIQUE

La Fédération de Malaisie comprend treize États et trois territoires fédéraux. Ancienne colonie britannique, la Malaisie est, depuis son indépendance en 1957, dirigée par le même gouvernement de coalition du Front national (Barisan National, BN), régi par le principal parti malais, l'Organisation nationale de l'Union de la Malaisie (UMNO). Pour expliquer une telle longévité, il convient de se pencher sur les clivages existants entre les différentes communautés ethniques et religieuses en Malaisie. La société malaisienne compte environ 55 % de Malais musulmans, 10 % de populations "indigènes", qui forment avec les Malais la catégorie des Bumiputra ("fils du sol") bénéficiaires d'une politique de discrimination positive depuis les années 1970 ; 26% de Chinois (pour la plupart bouddhistes et chrétiens) et près de 8 % d'Indiens (en grande partie hindouistes). Confronté à un équilibre fragile entre ces différentes communautés, Kuala Lumpur a su jouer des décennies durant sur la crainte d'un conflit inter-ethnique pour se maintenir au pouvoir. Les autorités malaisiennes tirent également profit de la division des partis d'opposition et n'hésitent pas à s'en prendre directement à leurs représentants au travers de poursuites judiciaires à caractère politique. Le chef de file de l'opposition Anwar



Ibrahim, déjà emprisonné de 1998 à 2004 pour des faits non avérés, a été condamné en février 2015 à cinq ans de prison sous prétexte de « sodomie » - un crime dans ce pays régi par un système juridique mixte entre droit commun et loi islamique - laissant ainsi l'opposition malaisienne affaiblie et divisée.

Najib Abdul Razak occupe le poste de Premier ministre depuis la démission de son prédécesseur Abdullah Ahmad Badawi en 2009, et a été réélu pour un second mandat en 2013 lors d'élections controversées. Sa montée au pouvoir a été marquée par une répression accrue de la société civile dissidente, et entachée par de graves allégations de corruption. Depuis 2015, le Premier ministre est empêtré dans un scandale aux ramifications internationales lié au détournement de près de 700 millions de dollars du fonds d'investissement public 1Malaysia Development Berhad (1MDB). Les mouvements citoyens appelant à davantage d'exemplarité et de transparence de la part du gouvernement ont pris de l'ampleur, et de plus en plus de malaisiens réclament des réformes électorales. Appelé à démissionner à de nombreuses reprises, Najib



Razak a répondu en durcissant la répression de la société civile et en verrouillant le débat public. La présidente du mouvement Bersih, Maria Chin Abdullah, très active dans la lutte pour la protection des libertés civiles, est sous le coup d'une enquête pour avoir participé à des activités « portant atteinte à la démocratie parlementaire ».

La Malaisie est également dotée d'un arsenal de lois draconiennes - telles que le Sedition Act, le Security Offences (Special Measures) Act ou le Prevention of Terrorism Act - régulièrement invoquées comme prétexte pour étouffer la dissidence, museler les détracteurs du gouvernement, et empêcher la population de participer à des manifestations pacifiques. Najib Razak, qui avait promis l'abrogation de la loi anti-sédition héritée des Britanniques, l'a au contraire renforcée. Désormais, toute personne poursuivie pour « acte de soulèvement contre l'autorité » risque jusqu'à vingt ans d'emprisonnement, contre trois auparavant.

LIBERTÉ DE LA PRESSE

La coalition au pouvoir Barisan National jouit d'un contrôle quasi absolu des médias. Les chaînes de télévision privées ainsi que la plupart des titres de presse privés appartiennent à des partis ou des groupes proches du BN. Les médias d'État quant à eux servent de relais de communication au gouvernement. Les seuls médias indépendants sont en ligne, avec des serveurs hébergés à l'étranger. Internet est devenu un espace d'expression privilégié qui accueille les voix dissidentes de Malaisie. Le vrai débat politique se joue désormais en ligne ce qui laisse par exemple les blogueurs particulièrement exposés.

Najib Razak mène une guerre personnelle contre les médias jugés trop indépendants et n'hésite pas à envoyer les forces de l'ordre dans les rédactions. Ces opérations musclées se traduisent par de nombreuses arrestations arbitraires. Certains journalistes ont même reçu des menaces ou ont été physiquement attaqués.

En l'absence d'une justice indépendante, le gouvernement n'hésite pas non plus à harceler certains médias en les traînant devant les tribunaux. Certains sites comme *Sarawak*, *The Edge* ou *Medium* ont été bloqués ou visés par des cyber-attaques pour avoir rapporté les allégations de corruption visant des responsables officiels. Le gouvernement de Najib Razak brandit régulièrement le Sedition Act afin d'arrêter et d'inculper les journalistes indépendants. Alors que les menaces contre les médias s'intensifient, il devient de plus en plus difficile pour les journalistes d'investigation d'enquêter et de publier sur une affaire d'intérêt public.

La Malaisie dispose en outre des lois de censure les plus sévères du monde. Les autorités exercent un contrôle quasi absolu sur les médias et peuvent imposer des restrictions au nom de la sécurité nationale. Les blogs d'information qui dérangent le parti au pouvoir sont régulièrement bloqués par l'autorité des médias, et ce malgré la promesse faite en 2011 par Najib Razak de ne jamais censurer Internet.

Les autorités malaisiennes étant promptes à considérer toute forme de satire politique ou de parodie comme des actes séditions ou diffamatoires, rares sont ceux qui osent utiliser l'art pour critiquer le pouvoir. Depuis que le Barisan National est à la tête du pays, les autorités ont pris de sévères mesures à l'encontre de caricaturistes politiques, de musiciens, de comédiens et même de Youtubeurs ayant produit des œuvres satiriques considérées comme « offensantes » et « irrespectueuses ». S'il est permis de se moquer des membres des partis d'opposition, défier les représentants de l'élite dirigeante peut valoir d'être arrêté et poursuivi en justice. Les artistes, et notamment les caricaturistes s'étant frottés de trop près à Najib Razak en ont subi les foudres. Pour une caricature du Premier ministre représenté sous les traits d'un clown publiée sur les réseaux sociaux, Fahmi Reza a été arrêté, interrogé puis visé par une interdiction de voyager et fait actuellement face à deux chefs d'accusation de sédition. Le caricaturiste Zunar risque quant à lui 43 ans de prison pour neuf dessins mis en ligne sur Twitter et jugés séditions.

“ La Malaisie dispose des lois de censure les plus sévères du monde. ”

De haut en bas
1. Le Premier ministre Najib Razak - Fahmi Reza (Malaisie)
2. "Malaisie / Sedition Act" - Zunar (Malaisie)



ZUNAR

Zunar est un symbole de la lutte pour la liberté d'expression en Malaisie, et la bête noire du régime. Dans ses dessins, il dénonce la corruption qui sévit dans toutes les strates institutionnelles de son pays.

Emprisonné à plusieurs reprises, il fait face à un véritable lynchage gouvernemental depuis près d'une décennie : interdiction de voyager, fermeture de son site web, saisie de ses dessins, arrestations de ses assistants et soutiens, interdiction de diffusion de ses publications.

En novembre 2016, le vernissage d'une exposition de Zunar a été perturbé par ses opposants. La police est intervenue, a confisqué les dessins, et finalement placé le dessinateur en garde à vue. Un mois plus tard, Zunar a de nouveau été arrêté alors qu'il organisait une vente de ses livres, pour compenser la perte financière liée à l'annulation de son exposition. Une enquête a été ouverte pour préjudice à la démocratie parlementaire.

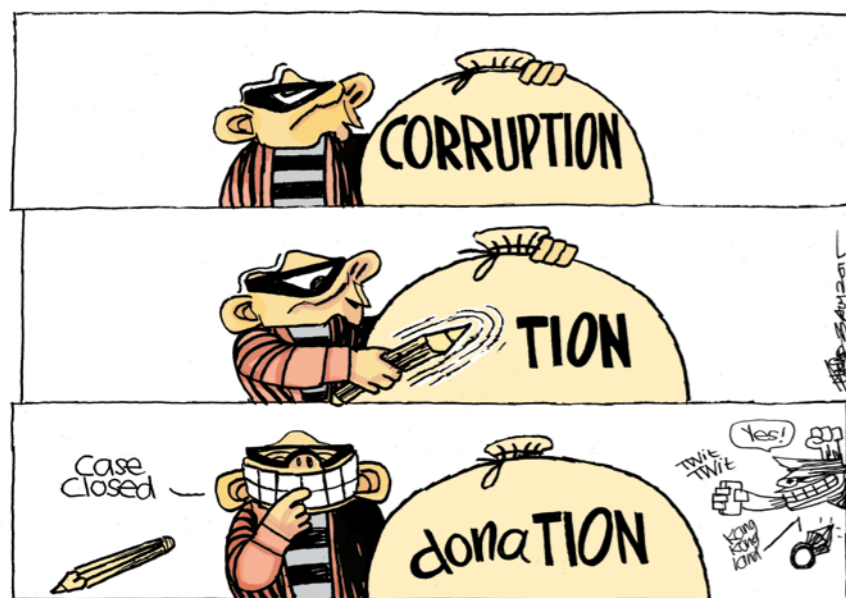
Il fait parallèlement face à neuf chefs d'inculpation sur la base du Sedition Act – une loi qui porte atteinte à la liberté d'expression en permettant des poursuites aisées

contre les journalistes et dessinateurs, interdisant tout discours considéré comme sédition – et risque 43 ans de prison pour avoir posté des tweets critiques à l'égard du gouvernement. Son procès a été repoussé plusieurs fois depuis plus de deux ans.

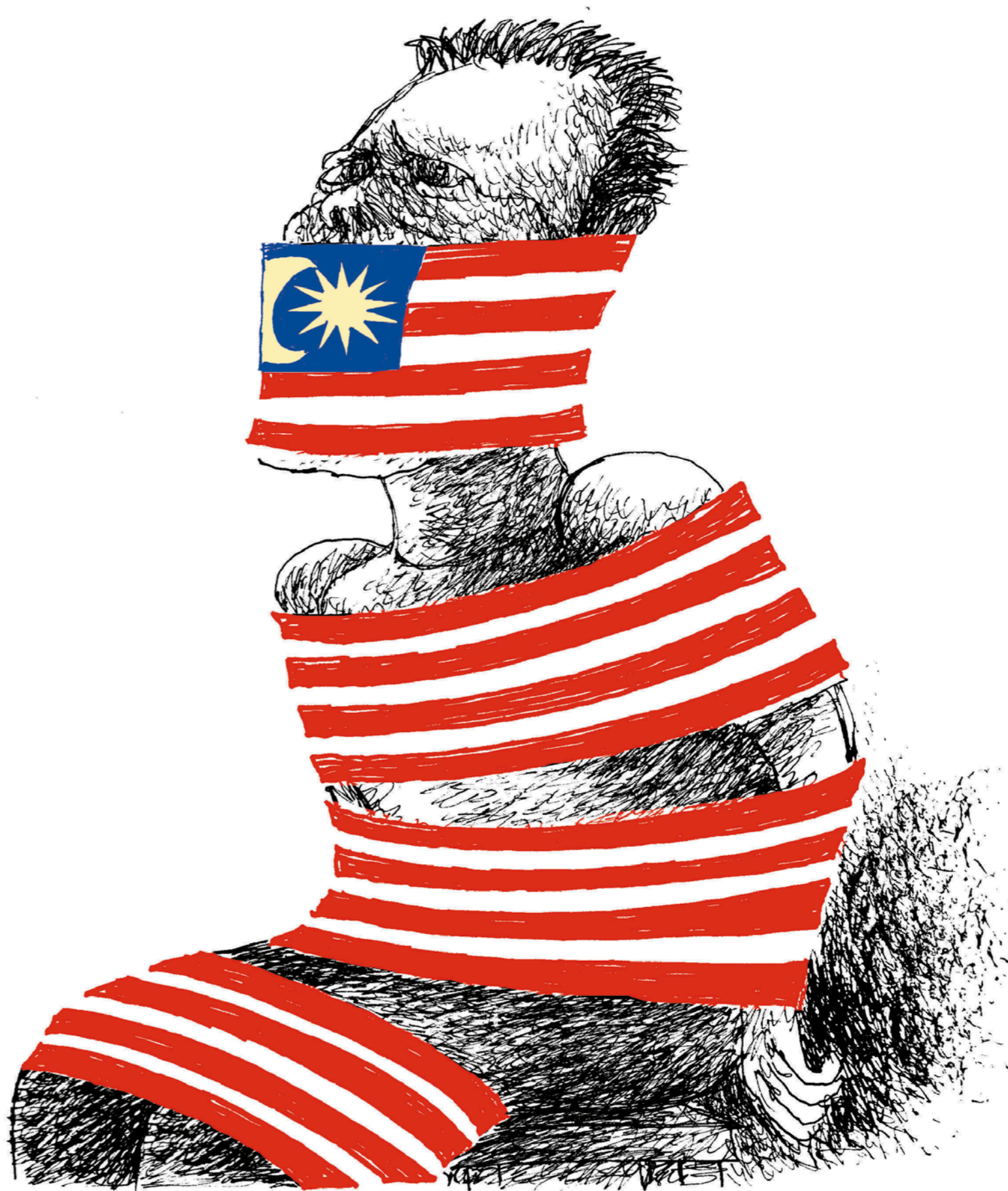
Soutenu par de nombreuses organisations internationales, ses collègues dessinateurs et des personnalités telles que le co-fondateur de *Wikipedia*, le caricaturiste ne cesse de se battre afin de faire valoir ses droits. Depuis le début de l'année 2017, il a réussi à obtenir une compensation de 4000 US\$ de la part du gouvernement malaisien pour la destruction de ses dessins, lors d'un raid de la police à son domicile en 2010 ; et travaille à la levée de son interdiction de voyage en faisant valoir son inconstitutionnalité.

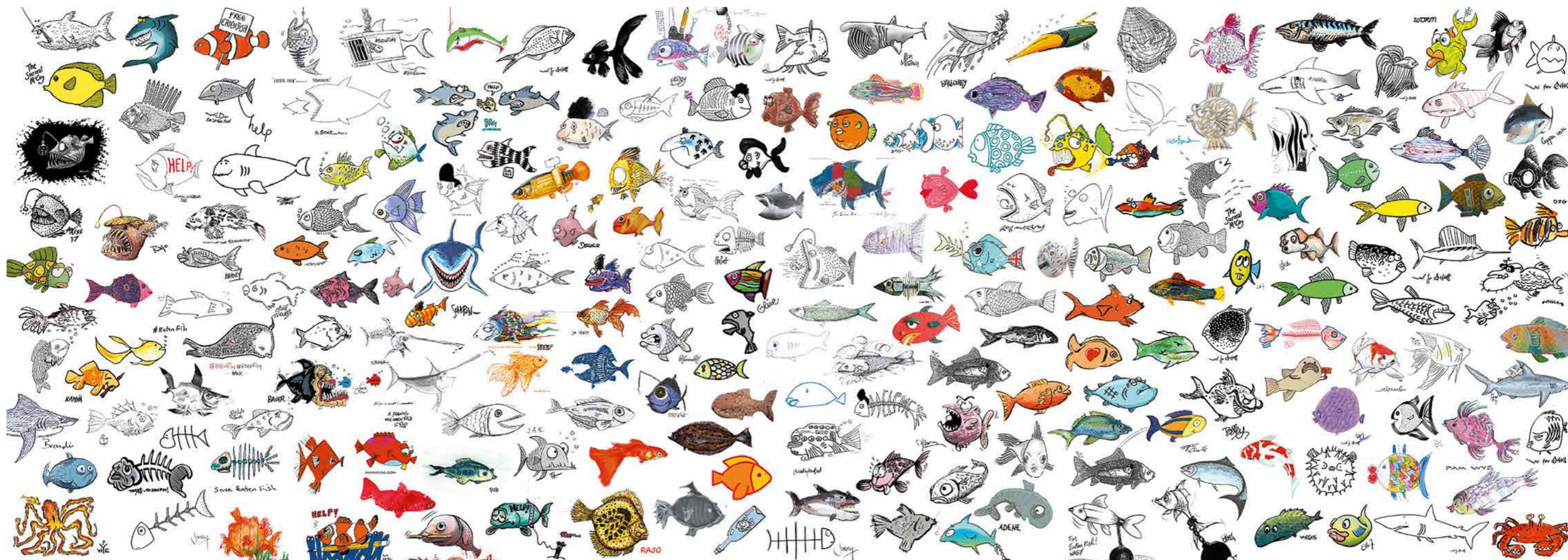
La Fondation du dessin de presse Fondation Suisse Cartooning for Peace - Ville de Genève" l'an dernier, saluant son courage et sa détermination. 🇨🇭

- De gauche à droite
1. Autoportrait - Zunar (Malaisie)
 2. "Affaire classée" - Zunar (Malaisie)
 3. "Comment puis je être neutre alors que même mon crayon prend position" - Zunar (Malaisie)
 4. Drapeau malaisien - Zunar (Malaisie)



ZUNAR
16 sept 2014





EATEN FISH

— par Terry Anderson, membre du conseil d'administration de Cartoonists Rights Network International et dessinateur de presse

Eaten Fish ("poisson mangé") est le nom de plume d'un ressortissant iranien qui a demandé l'asile en Australie en 2013 et a été intercepté alors qu'il tentait d'entrer dans le pays par bateau, via l'Indonésie. De là, il a été emmené au centre régional de traitement de l'île de Manus, en Papouasie Nouvelle-Guinée. Avec un autre centre situé à Nauru, ce camp de détention de migrants incarne le non-respect du gouvernement australien vis-à-vis du droit international et de ses obligations au regard des droits humains. La Cour pénale internationale a d'ailleurs été saisie pour enquêter sur un possible crime contre l'humanité. Le gouvernement australien a déclaré que ce camp de réfugiés fermerait ses portes d'ici à la fin 2017.

Eaten Fish est jeune. Âgé d'à peine 25 ans, il souffre de divers problèmes de santé mentale qui ont tous été aggravés par le temps passé dans ce centre de détention, et qui font de lui un cas difficile à juger pour les autorités. En outre, il a signalé avoir été victimisé par d'autres réfugiés, et avoir fait l'objet à plusieurs reprises d'agressions et d'abus sexuels.

Durant sa détention, Eaten Fish a commencé à dessiner pour relater son histoire. En Australie, le groupe Researchers Against Pacific Black Sites s'est emparé de sa défense. En 2016, il a entamé une correspondance avec le dessinateur Andrew Marlton, alias First Dog On The Moon. Andrew a lancé le blog *Save Eaten Fish*, encourageant les dessinateurs et activistes locaux à faire connaître les abus dont était victime Eaten Fish, et sa souffrance. Le propre travail d'Eaten Fish a été publié dans la presse australienne et britannique, notamment dans les colonnes du *Guardian*.

L'organisation Cartoonists Rights Network International (CRNI) a remis par contumace à Eaten Fish son prix annuel du "Courage in Editorial Cartooning Award", déclarant que son cas était le plus complexe et le plus éprouvant qu'elle ait eu à étudier en 20 ans, et que son œuvre serait à l'avenir « reconnue comme un témoignage essentiel des violations des droits humains et des souffrances abominables endurées quotidiennement dans ce tristement célèbre camp de détention illégal ».

Alors que l'administration Obama touchait à son terme, un accord a été conclu afin de déplacer des milliers des réfugiés des camps de Manus et de Nauru aux États-Unis; sa demande d'asile n'ayant jamais officiellement abouti, Eaten Fish ne peut en bénéficier. Début 2017, il a mené trois semaines de grève de la faim pour protester contre l'absence d'enquête et de réponse de la part des autorités concernant ses allégations d'agression sexuelle.

L'organisation britannique Professional Cartoonists (PCO) s'est elle aussi intéressée au sort d'Eaten Fish avec la campagne #AddAFish, encourageant des artistes du monde entier à créer un banc de poissons virtuels. Les œuvres ont été utilisées lors d'une manifestation à Londres devant la Australian High Commission en mars, et exposées à nouveau à l'occasion du Shrewsbury Cartoon Festival, qui s'est tenu en avril à Shropshire, en Angleterre également.

Les sociétés responsables de l'administration du camp de Manus ont déclaré qu'elles cesseraient le travail en octobre. De récents rapports font état de manifestations violentes à l'intérieur du camp et de coups de feu à l'extérieur, signes que la situation ne cesse de s'y aggraver et sombre de plus en plus dans le chaos. On rapporte également la construction d'un nouveau centre en Papouasie Nouvelle-Guinée, où seront enfermés les gens qui, comme Eaten Fish, n'ont nulle part ailleurs où aller. Aujourd'hui plus que jamais, Eaten Fish joue sa vie. 🐟

“ Son œuvre sera reconnue comme un témoignage essentiel des violations des droits humains. ”

De haut en bas
1. Banc de poissons, dessinés par les caricaturistes du monde entier en soutien à Eaten Fish et pour dénoncer les conditions de détention sur Manus Island
2. Autoportrait - Eaten Fish (Iran)

BURKINA FASO

CHIFFRES CLÉS

POPULATION
19 millions d'habitants
(2016)

RÉGIME / PRÉSIDENT
Régime présidentiel
▶ Roch Marc Christian Kaboré

RELIGIONS
Islam (60%),
catholicisme (19 %),
animisme (15%),
protestantisme (4%)

LANGUE OFFICIELLE
Français

TAUX ALPHABÉTISATION
28,7%
(UNICEF, 2012)

TAUX CROISSANCE
4,02%
(BANQUE MONDIALE, 2015)

TAUX CHÔMAGE
3,1% (BANQUE MONDIALE, 2014)

INDICE DE DÉMOCRATIE
4,70 « régime hybride »
106^e rang sur 167 (2016)

INDICE DE CORRUPTION
42 - 72^e rang sur 176
(TRANSPARENCY INTERNATIONAL, 2016)

IDH
0,402 - 183^e rang
sur 188 (ONU, 2014)

INDICE RSF
42^e rang sur 180 en 2016
46^e en 2015
(CLASSEMENT MONDIAL DE LA LIBERTÉ DE LA PRESSE)

SITUATION POLITIQUE

La scène politique burkinabè de ces dernières années est marquée par l'insurrection populaire de 2014, laquelle a conduit à la chute du président Compaoré, en place depuis 27 ans.

Arrivé au pouvoir par un coup d'état en 1987, Blaise Compaoré se maintient à la tête du pays en modifiant à plusieurs reprises la Constitution, et notamment l'article 37 qui prévoit la durée et le nombre des mandats présidentiels autorisés. En octobre 2014, alors que Compaoré s'apprête à modifier une nouvelle fois la Constitution afin de briguer un nouveau mandat, une insurrection populaire éclate, menée par la société civile. L'ampleur de la manifestation est telle que Compaoré démissionne le 31 octobre et fuit vers la Côte d'Ivoire voisine où il est toujours en exil.

Suite au départ de Compaoré, un régime de transition, le Conseil National de Transition (CNT), conduit par Michel Kafando, se met en place. Il doit conduire à de nouvelles élections transparentes et démocratiques. En septembre 2015, alors que la Transition s'apprête à organiser les premières élections post-Compaoré, le Régiment de Sécurité Présidentielle (RSP) kidnappe le président Kafando. Il annonce la dissolution du gouvernement et la mise en place du Conseil National pour la Démocratie (CND).

Menés par le général Gilbert Diendéré, ancien bras droit de Compaoré, les putschistes accusent le régime de transition de s'être « progressivement écarté des objectifs de refondation d'une démocratie consensuelle » et s'opposent à l'article 135 du nouveau code électoral qui rend, indirectement, inéligibles les partisans de l'ancien chef d'État.

Après plusieurs médiations nationales et internationales, le président de la Transition est finalement libéré et le CNT est remis en place. Les premières élections libres sont finalement organisées le 29 novembre 2015.

Roch Marc Christian Kaboré, ancien pilier du régime Compaoré, est élu au premier tour.

Dans le même temps, le Burkina Faso doit également faire face à une menace terroriste grandissante : depuis avril 2015, la situation sécuritaire s'est fortement dégradée. Le Nord du pays est régulièrement la cible d'attaques visant les forces de défense et de sécurité mais aussi les civils. Entre 2015 et 2016, on compte une vingtaine d'attaques, ayant causé la mort de plus de 70 personnes.

Le 15 janvier 2016, le Burkina est frappé pour la première fois par une attaque terroriste de grande ampleur. Revendiquée par Al-Mourabitoune, l'attaque du Capuccino et du Splendid Hotel fait 30 morts et 71 blessés.



MARTO

LIBERTÉ DE LA PRESSE

En juin 1991, le Burkina Faso connaît le retour de la république (la IV^e) qui consacre la liberté de presse. Cet événement est suivi, comme dans bon nombre de pays d'Afrique francophone, d'une période qualifiée de Printemps de la presse. De nombreux journaux apparaissent, dans un environnement qui sera progressivement encadré par un système de régulation. Ainsi, en 1995, apparaît le Conseil Supérieur de l'information qui deviendra le Conseil Supérieur de la Communication (CSC). La marche progressive vers une liberté de presse absolue rencontrera quelques écueils

importants comme l'assassinat du journaliste Norbert Zongo le 13 décembre 1998, alors qu'il enquêtait sur la mort du chauffeur de François Compaoré, le frère du président.

Aujourd'hui, le Burkina Faso est classé 42^e au classement mondial de la liberté de presse de Reporters sans frontières (2016) et se hisse à la 5^e place des pays africains.

S'agissant du dessin de presse, il est apparu de façon sporadique dans quelques journaux généralistes. À partir de 1991, il a constitué la colonne vertébrale du *Journal du Jeudi*, hebdomadaire satirique dont la publication était dirigée par le dessinateur Damien Glez. Depuis septembre 2016, la parution du *Journal du Jeudi* a été suspendue pour des raisons économiques. Depuis, le dessin de presse est quasi inexistant sur la scène burkinabè.

Bien que l'on puisse noter quelques remontrances ponctuelles (procès, convocation au Conseil supérieur de la Communication), le *Journal du Jeudi* n'a jamais été contraint formellement par la censure. On peut citer notamment l'ambassadeur du Burkina en France, qui a intenté un procès au journal pour avoir porté atteinte à son image en 1992, ou encore une convocation en 2006



“
L'absence du dessin de presse n'est pas liée à une forme de censure.
”

pour offense au chef de l'état, suite à la publication d'un dessin représentant Blaise Compaoré en tenue de footballeur disant « Je suis un bon buteur... je bute beaucoup ». Le dossier sera finalement classé sans suite judiciaire.

L'absence du dessin de presse au Burkina Faso n'est donc pas liée à une forme de censure mais plutôt à une culture du dessin de presse peu implantée localement. Cela s'explique notamment par l'assimilation, dans l'inconscient collectif, du dessin de presse à la satire. Ainsi, les rédactions classiques, relativement frileuses quant à la publication de dessins de presse dans leurs numéros, laissaient traditionnellement ce créneau au *Journal du Jeudi*. Sa disparition laisse donc une dizaine de dessinateurs burkinabés, parmi lesquels des professionnels du dessin de presse, sans réels débouchés dans les médias. 🐦

De gauche à droite
1. La Tô est le plat national burkinabè - Marto (Burkina Faso)
2. Kichka (Israël)
3. Glez (Burkina Faso)



GLEZ

Né en France en 1967, Damien Glez est dessinateur de presse professionnel depuis 1992 et membre de Cartooning for Peace depuis 2006. Depuis plus de 25 ans, il réside au Burkina Faso où il a dirigé la publication du *Journal du Jeudi*, journal satirique burkinabè. Il collabore régulièrement avec de nombreux médias internationaux, notamment *Jeune Afrique*, *This is Africa*, le site de *Radio Nederland* et *World Policy Journal*.

Le 28 février, l'article « Jeux de sacs à main, jeux de vilains... » de Damien Glez est publié sur le site de *Jeune Afrique*. Le texte fait suite à une polémique en lien avec l'artiste sénégalais Wally Seck ; quelques semaines plus tôt, une photo du chanteur portant un sac à main est largement relayée sur les réseaux sociaux et entraîne de nombreux commentaires. L'article de Glez évoque l'homophobie manifeste ainsi que l'invocation, par l'artiste mis à l'index, de sa foi musulmane, et de son attachement à Cheikh Ahmadou Bamba, fondateur de la confrérie des Mourides au Sénégal.

Le dessin satirique accompagnant le texte renverse l'incompréhension sénégalaise vis à vis d'une mode vestimentaire occidentale : on y voit un occidental, à l'inverse, se moquant du caftan (tenue traditionnelle sénégalaise) de Cheikh Ahmadou Bamba, en s'exclamant « Tiens, pourquoi il porte une robe lui ? ».

La représentation du fondateur des Mourides suscite immédiatement un tollé au Sénégal. Glez, ainsi que le journal *Jeune Afrique*, font rapidement l'objet de nombreuses menaces sur Internet et des marches de protestations sont organisées dans plusieurs villes du pays.



Interpellé par la population et les médias, le gouvernement réagit le lendemain de la publication. « *Le gouvernement du Sénégal exprime toute son indignation et condamne, avec fermeté, cette maladresse incompréhensible et inadmissible de la part d'un organe de presse qui s'identifie à l'Afrique et est censé connaître, défendre et promouvoir la culture et les valeurs africaines* » déclare Seydou Guèye, porte parole du gouvernement.

Après avoir d'abord édulcoré le dessin - sans portrait du chef religieux - *Jeune Afrique* décide finalement de le retirer, publiant le message d'excuse suivant : « *Avec ce dessin, notre intention n'était pas de blesser qui que ce soit, et encore moins de porter atteinte à la figure vénérée par de nombreux fidèles de Cheikh Ahmadou Bamba, mais de dénoncer la bêtise de ceux qui ne font pas la différence entre un caftan et une robe, avec toutes les déductions faciles et infondées qui pourraient en découler. Nous comprenons néanmoins parfaitement que ce dessin ait pu choquer et présentons nos sincères excuses à tous ceux qui ont été offensés* ».

Damien Glez ne s'excusera pas mais donnera sa version des faits dans un quotidien sénégalais venu l'interviewer à Ouagadougou. Pour lui, cette polémique souligne le danger d'une mauvaise articulation - voire d'un démembrement manipulateur - entre un article et le dessin l'accompagnant. 🐦



GADO

Godfrey Mwampembwa, alias Gado, est un dessinateur tanzanien qui travaille depuis plus de 20 ans au Kenya. Il dresse sans complexe le portrait de ceux qui font la politique de l'Est africain et plus généralement de l'Afrique. Pour lui, impossible d'arrêter de dessiner. Pourtant, les intimidations et menaces sont devenues son quotidien depuis quelques années. En effet, la liberté d'expression au Kenya est allée en s'amenuisant depuis l'arrivée au pouvoir d'Uhuru Kenyatta en 2013.

Gado travaillait depuis 1992 au journal *Daily Nation*, principal quotidien d'Afrique de l'Est. Après plusieurs dessins peignant les frasques de Kenyatta et de son Vice-Président Ruto, notamment suite à leur inculpation auprès de la Cour Pénale Internationale, la direction du journal cède aux pressions gouvernementales en février 2016 : Gado est remercié.

Comme il le dit lui-même, il n'est pas surpris. Ce n'est pas la première fois que le journal se retrouve sous la pression d'un gouvernement. Déjà en 2015, après la publication d'un dessin représentant Jakaya Kikwete, président tanzanien de l'époque, en empereur romain entouré de 7 femmes représentant les péchés capitaux, la publication de la filiale du *Daily Nation* dans le pays voisin est suspendue.

Poussé à prendre un congé sabbatique à l'époque, le contrat de Gado ne sera pas renouvelé. Le dessinateur n'est pas prêt à s'autocensurer pour rassurer le propriétaire du journal, proche du pouvoir en place.

Grâce à son trait provocateur qui plait et émeut partout en Afrique et dans le monde, Gado est rapidement embauché par le quotidien concurrent *Standard*, dans lequel on lui promet une liberté totale. Il continue donc à dénoncer, avec son crayon, la corruption et les scandales politiques qui minent les pays d'Afrique de l'Est.

La Fondation Son engagement et sa détermination à dessiner coûte que coûte ont valu à Gado d'être récompensé du "Prix international du dessin de presse Fondation Suisse Cartooning for Peace - Ville de Genève", en même temps que son homologue malaisien Zunar en 2016. 🐦

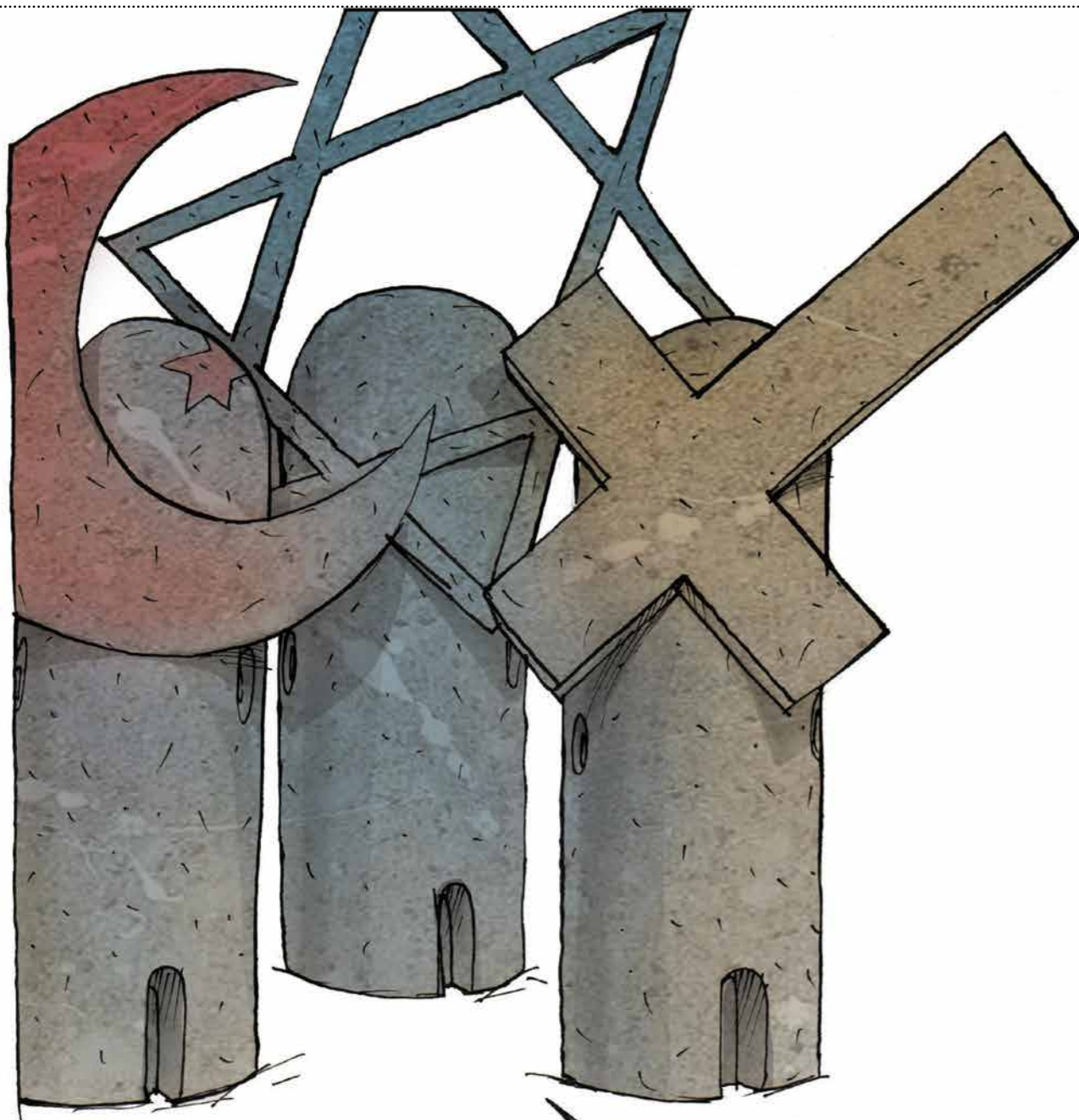


- De haut en bas
1. Autoportrait - Glez (Burkina Faso)
 2. Glez (Burkina Faso)
 3. Glez (Burkina Faso)

DESSINATEUR DE PRESSE...

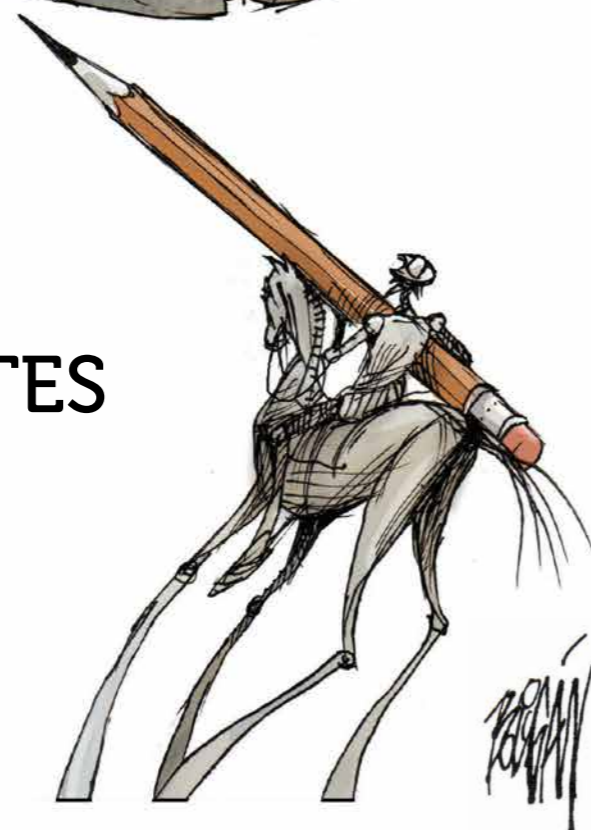


- De haut en bas
1. Gado (Kenya)
 2. Autoportrait - Gado (Kenya)
 3. L'ancien président tanzanien Jakaya Kikwete "Favoritisme / Incompétence / Corruption" - Gado (Kenya)



LA "LIGUE ARABE" DES CARICATURISTES

— par Jonathan Guyer, membre de l'Institute of Current World Affairs



Lorsque les dirigeants arabes ont été convoqués dans la capitale jordanienne d'Amman à la fin du mois de mars pour délibérer à propos des affaires urgentes d'une région déchirée par la guerre, les caricaturistes arabes ont riposté. « Le sommet arabe » de l'illustrateur saoudien Abdullah Jaber était composé de six ambulances renversées avec un tas de corps ensanglantés au centre. Le caricaturiste égyptien Makhoulouf a, quant à lui, dessiné les ventres proéminents des cheikhs étendus au sommet des collines vallonnées, créant leur propre chaîne de montagnes des « sommets arabes ». Le caricaturiste jordanien Amjad Rasmi a pour sa part illustré deux concierges nettoyant une salle de conférence sens dessus dessous, balayant des mots vides.

Les audacieux caricaturistes de cette diverse région ont maintenu leur indépendance durement gagnée à l'heure où la prépondérance des journalistes et des chroniqueurs fait partie du chœur populaire, en chantant les louanges des gouvernements antidémocratiques. Les caricaturistes sont souvent des critiques dans des pays où la libre expression n'est pas toujours tolérée, où les dirigeants gouvernent impunément, et où débattre de la religion est un tabou. Travaillant dans de telles limites, où les gouvernements grondent et les extrémistes religieux grognent, ces dessinateurs continuent à tourner à

peu près tout le monde en dérision. Ces menaces provenant de l'intérieur et de l'extérieur illustrent l'audace des caricaturistes du Moyen-Orient. En réalité, dans cet environnement précaire, ceux qui sont autonomes prospèrent.

La plupart des gouvernements de la région, du Maghreb et du Levant jusqu'au Golf Persique, conservent des lois archaïques qui limitent la parole, interdisant les « insultes » envers les monarques ou les présidents, les institutions publiques ou les symboles de l'état. Si les règles sont définies, quels que soient les précédents, les autorités ont tendance à les appliquer au hasard contre les dissidents. Les caricaturistes indépendants sont bien familiarisés avec la vague signification des réglementations et les contournent courageusement. Évidemment, beaucoup ont été pris dans la toile de répression du régime. Des caricaturistes algériens ont fui le pays après que des caricatures sur le président de longue date Abdelaziz Bouteflika ont fait grand bruit. Pendant ce temps, les caricaturistes égyptiens, en particulier au cours de la dernière décennie, ont défié ces lois. Aux Emirats, au Koweït, au Qatar et en Arabie Saoudite, la plupart des caricaturistes

“ Que les dirigeants s'opposent à la satire révèle le pouvoir unificateur de l'humour. ”

adhèrent à la critique sociale ou à la politique étrangère, sachant que les dirigeants dynastiques sont plutôt susceptibles. Ce n'est pas un hasard si les universitaires, les activistes, les blogueurs et les poètes qui ont blâmé les dirigeants du Golfe se sont retrouvés en prison, créant un effet dissuasif à tous les niveaux. Les autorités utilisent tous les pouvoirs en leur possession pour limiter les critiques, comme par exemple la détention de caricaturistes palestiniens aux points de contrôle israéliens. Que les dirigeants s'opposent eux-mêmes à la satire révèle le pouvoir unificateur de l'humour : après tout, les nombreux manifestants ayant participé aux révolutions de 2011 ont joyeusement porté des affiches arborant des caricatures.

La religion délimite une autre ligne rouge, une ligne tout aussi ambiguë et dangereuse. Lorsque des terroristes ont abattu les caricaturistes de *Charlie Hebdo* à Paris sous prétexte d'illustrations blasphématoires du magazine français, de nombreux artistes du monde arabe se sont montrés solidaires. Ils connaissent bien les risques de contrarier les susceptibilités des fanatiques religieux. L'État islamique a intimidé un illustrateur au Koweït, et des artistes jordaniens qui s'adressent quotidiennement aux terroristes ont également reçu des menaces.



De gauche à droite
1. Boligán (Mexique)
2. "Sommets arabes"
- Makhoulouf (Al-Masry Al-Youm, Égypte)



القمة العربية

De gauche à droite

1. "Le sommet arabe" - Abdullah Jaber (Arabie Saoudite)
2. "Les agents d'entretien balaient les lettres arabes" - Amjad Ramsi (Al-Sharq Al-Awsat, Jordanie)



>> L'épisode le plus récent de cette tragédie persistante s'est produit sur les marches d'un palais de justice d'Amman, où un écrivain jordanien controversé, Nahed Hattar, a été assassiné en plein jour. Lui était fait un procès pour avoir partagé sur Facebook une caricature insolente à propos d'un combattant de l'État islamique parlant à un Dieu à barbe blanche dans le ciel, et un extrémiste a lui-même fait justice.

Que Nahed Hattar ait été jugé pour ce partage d'une caricature blasphématoire montre que les gouvernements censurent également les discours religieux et ont un rôle ambigu en encourageant le silence des dissidents. Dans une tentative de supprimer les boutades antireligieuses, les États et les institutions ont intenté des poursuites contre les caricaturistes – et cette question dépasse l'islam. L'Église catholique a poursuivi le collectif de bande dessinée libanais Samandal pour avoir « embroché » Jésus, ce qui a entraîné une procédure judiciaire interminable contre trois artistes et une amende de 20 000 \$ pour la publication novatrice de la bande dessinée alternative en 2015. Les caricaturistes d'Égypte ont également dû se battre pour cause de blasphème.

Un aspect moins discuté, mais tout aussi difficile pour les caricaturistes du Moyen-Orient, est la réelle difficulté à vivre de leur art. Beaucoup s'efforcent de joindre les deux bouts avec les misérables revenus fournis par les journaux. Certains font également des illustrations pour les magazines pour enfants ou les entreprises de relations publiques pour gagner leur vie. Face à l'immobilité économique, un certain nombre de programmes régionaux créent des opportunités. L'ONG appelée Correspondents forme des caricaturistes nord-africains à la nouvelle forme de journalisme de bande dessinée. L'initiative pour la bande dessinée arabe de Sawwaf à l'université américaine de Beyrouth a apporté un prestige à cette forme d'art souvent négligée grâce à son prix lucratif Mahmoud Kahil, du nom du dessinateur libanais, récompensant lors de la deuxième année plusieurs nouveaux artistes comiques. De même, le festival de bande dessinée Cairo



Comix au Caire, pour la deuxième année également, réunit des caricaturistes de toute la région pour des événements ainsi qu'un séminaire universitaire beaucoup plus fascinant que les sommets somnolents des hauts dirigeants de la Ligue arabe. C'est dans ces festivals du Caire et de Beyrouth que les dessinateurs eux-mêmes forment des liens qui jetteront les bases de nouvelles publications et d'autres formes de collaboration.

Cela ne veut pas dire que tous les illustrateurs de la région sont des critiques et des dissidents ; beaucoup d'entre eux ne font que représenter les sujets de discussion des politiciens dans les pages de publications appartenant à l'État. Pour les lecteurs qui sont fatigués par la propagande du régime remplissant les colonnes de nombreux jour-

naux, les caricaturistes proposent des manières alternatives de décrire l'actualité.

Beaucoup s'attendraient à un destin tragique pour le domaine de l'édition du Moyen-Orient, où les étrangers occidentaux dénoncent souvent l'absence de libre expression. Mais en réalité, nombre de caricaturistes expérimentent le contenu et la forme. Les dessinateurs arabes injectent un humour noir virulent dans leurs images pour aborder le manque d'action du monde face à la guerre civile syrienne. Ils apportent une saveur locale au moyen de la bande dessinée. En caricaturant sur des tablettes, ils mettent à jour la vraie forme éprouvée de la caricature politique à travers des GIF, des memes, des animations et d'autres lignes de rire contagieuses.

Peu se souviendront de la réunion des rois et des présidents tenue en mars, mais beaucoup continueront à rire des caricatures réalisées en réponse. 🐦



ALI FERZAT



- De haut en bas
1. Riber (Suède)
 2. Autoportrait - Ali Ferzat (Syrie)
 3. Ali Ferzat (Syrie)

Ali Ferzat est sans nul doute le dessinateur le plus connu de Syrie. Il fait sa première caricature, publiée dans le journal *Al Ayyam*, à l'âge de 12 ans. Dans les années 1970, il travaille pour plusieurs médias dont l'Armée du Peuple à Damas, où il ira s'installer, pour ensuite démissionner et devenir un caricaturiste indépendant de la ligne politique officielle. En 2000, il lance *Al Doumri*, premier journal privé en Syrie depuis 1963 – un média qui lui permet, à coups de crayon, de critiquer la situation politique de son pays, et de dénoncer la dictature.

« Si mes dessins me posaient des problèmes, je pouvais dire qu'il s'agissait de Pinochet ou de n'importe quel dictateur, mais les gens en Syrie savaient à qui je faisais référence. » La révolution change la donne. « En 2011, j'ai arrêté de m'exprimer par des symboles et j'ai dessiné les personnes. Pourquoi ? Parce qu'il fallait casser la peur des gens » indique-t-il dans un portrait dressé par la journaliste Fanny Arlandis dans *Télérama* (France).

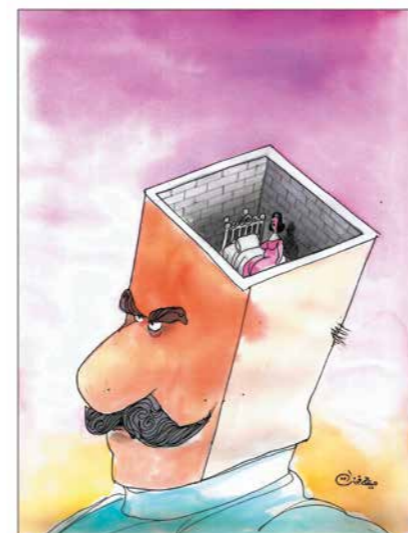
C'est cette année qu'il est agressé par des hommes armés et masqués qui lui brisent les deux mains. Un avertissement, censé l'empêcher de croquer « des dessins qui déshonorent » les dirigeants d'un régime pourtant contesté. Ali Ferzat est retrouvé

sur la route qui va de Damas à l'aéroport, puis conduit à l'hôpital. Soigné au Koweït où il a trouvé refuge, il a depuis retrouvé l'usage de ses mains et ne cesse de traduire la situation tragique dans laquelle s'enfonce la Syrie.

Un courage dont Ali Ferzat continue à faire les frais, même en exil: il reçoit régulièrement des menaces violentes et explicites pour ses dessins critiquant les despotismes et les extrémismes religieux. Résidant dans un quartier connu pour abriter des soutiens du régime de Bachar el-Assad, le dessinateur craint de plus en plus pour sa sécurité. Sa situation est d'autant plus précaire que le journal pour lequel il travaillait a fermé.

Risquant une expulsion vers la Syrie, il contacte Cartooning for Peace et Reporters sans frontières, avant de prendre la décision en 2017 de se réfugier en France, ce pays qu'il considère comme le berceau de la liberté d'expression, afin de continuer à faire ce qui est le plus important pour lui : dessiner, et dénoncer.

Il reçoit en 2002 le prix Prince Claus, et le Prix Sakharov pour la liberté de penser en 2011. En 2012, Index on Censorship lui attribue le "Freedom of Expression Award" dans la catégorie Arts. 🐦



JORDANIE

CHIFFRES CLÉS

POPULATION
9,53 millions
d'habitants (2015)

RÉGIME / ROI
Monarchie
constitutionnelle
→ Roi Abdallah II

RELIGIONS
Islam-Sunnites (92 %);
Christianisme (6%);
Druzes, Chiïtes
et autres (2%)

LANGUE OFFICIELLE
Arabe

TAUX ALPHABÉTISATION
95,9%
(UNICEF, 2008-2012)

TAUX CROISSANCE
2,8%
(BANQUE MONDIALE, 2013)

TAUX CHÔMAGE
13,2%
(BANQUE MONDIALE, 2016)

INDICE DE DÉMOCRATIE
3,96 « régime autoritaire »
117^e rang sur 167 (2016)

INDICE DE CORRUPTION
48 - 57^e rang sur 176
(TRANSPARENCY INTERNATIONAL,
2016)

IDH
0,79 - 80^e rang
sur 187 (ONU, 2014)

INDICE RSF
135^e rang sur 180 en 2016
143^e en 2015
(CLASSEMENT MONDIAL DE
LA LIBERTÉ DE LA PRESSE)

SITUATION POLITIQUE

Plusieurs observateurs internationaux considèrent que la Jordanie est à de nombreux égards un modèle de modération et de modernité au Moyen-Orient. L'une des raisons invoquées pour en arriver à une telle conclusion est l'attitude relativement pacifique dont les autorités officielles ont fait preuve dans leurs réactions aux soulèvements populaires du Printemps arabe jordanien.

Les revendications des contestataires touchaient essentiellement à deux points : plus de justice sociale pour les classes sociales modestes et une réforme institutionnelle du processus législatif. Les autorités ont réagi en lançant, dès septembre 2011, un projet de réforme constitutionnelle devant répondre à ces différentes revendications. La loi électorale a depuis été modifiée à deux reprises et les élections législatives tenues en septembre 2016 ont été considérées par la communauté internationale comme organisées, inclusives et crédibles.

Bien que la Jordanie, notamment à l'égard de sa situation géopolitique, puisse être considérée comme un exemple à suivre, certains aspects de son régime restent incompatibles avec de nombreux fondements démocratiques.

En effet, l'essentiel des pouvoirs exécutifs et législatifs reste concentré entre les mains du Roi Abdallah II. Ce dernier nomme les juges, le gouvernement ainsi que tous les membres de la chambre haute du Parlement. Il dispose aussi d'un veto royal absolu, qu'il peut exercer à n'importe quel moment pour contrer tout projet de loi. Si ce veto peut être outrepassé à la majorité des deux tiers du Parlement, il ne s'agit pas d'un contrepoids suffisant. De plus, tout individu critiquant le Roi, son gouvernement ou encore la religion, est passible d'une peine d'emprisonnement de trois ans.

De manière générale la situation des droits humains en Jordanie peut être quali-

fiée de préoccupante. D'après l'indice de démocratie de *The Economist Group*, le pays est considéré comme un régime autoritaire. La situation des réfugiés y est inquiétante, aussi bien que celle des travailleurs migrants, des opposants politiques ou encore des femmes. Plusieurs ONG ont pointé du doigt une réforme constitutionnelle qui ne serait qu'une coquille vide, de nombreux abus continuant d'être perpétrés.



LIBERTÉ DE LA PRESSE

Bien que la liberté de la presse soit consacrée dans la constitution, la Jordanie continue d'être considérée comme un État y portant continuellement atteinte. D'après l'ONG Freedom House, en 2016, la presse en Jordanie serait considérée comme « non libre ». De manière générale, la grande majorité du secteur des médias serait contrôlée par le régime et la censure y est ordinaire. Ironiquement, un

durcissement s'est opéré notamment par le biais d'amendements législatifs intervenus après la période du Printemps arabe. Le pouvoir législatif a progressivement prohibé la liberté d'expression sur de multiples sujets si bien que la parole des journalistes s'est vue de facto muselée.

Le dessin de presse n'échappe hélas pas au phénomène. Les caricaturistes, au même titre

“

Les caricaturistes prenant le parti de maintenir une ligne libre sont trop souvent victimes de menaces à leur intégrité physique.

”

En plus des sujets susmentionnés, les amendements des lois anti-terroriste et anti-corruption ont étendu le champ des motifs d'incrimination des journalistes notamment en matière de traitement médiatique des questions de sécurité nationale. L'amendement le plus préoccupant reste celui de la loi contre la cybercriminalité. En effet, depuis son entrée en vigueur en juin 2015, les journalistes sont dorénavant passibles d'une peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à trois ans. D'après le Centre jordanien pour la défense de la liberté des journalistes, au moins 7 journalistes ou activistes seraient détenus depuis la mise en place de la loi.

De telles dispositions reviennent à interdire aux caricaturistes de produire et de diffuser des dessins de presse ayant trait au domaine politique ou religieux. Face à ce climat liberticide, la censure est hélas un phénomène tristement commun. Quand cela n'est pas le fait d'une intimidation directe de la part de l'Association jordanienne de la presse, ce sont les journalistes qui s'autocensurent par crainte des représailles. Outre la pression étatique dont ils peuvent faire l'objet, les caricaturistes prenant le parti de maintenir une ligne libre sont trop souvent victimes de menaces à leur intégrité physique par des membres de la société civile. Les dessins les plus polémiques sont souvent ceux ayant trait à des enjeux d'ordre religieux. 🐦

De haut en bas

1. "Journée internationale de la liberté de la presse" - Emad Hajjaj (Jordanie)
2. "Jordanie / Terreur" - Emad Hajjaj (Jordanie)

que le reste de leurs collègues journalistes, sont soumis à la censure étatique ou civile. Tout d'abord, une disposition légale mentionne expressément que tous journalistes exprimant une opinion « incohérente » avec les valeurs arabo-musulmanes, le gouvernement ou encore la famille royale peut être condamné au paiement d'une amende pouvant s'élever à 40 000 dollars américains. Cette interdiction est en vigueur aussi bien dans la presse papier que sur sites internet.



LA CARICATURE À L'HEURE D'INTERNET : LE CAS NAHED HATTAR

Le 13 août 2016, l'écrivain et journaliste Nahed Hattar, figure controversée en Jordanie, d'origine chrétienne mais laïque convaincu et fervent soutien de Bachar Al Assad, partage une caricature sur sa page Facebook. D'auteur inconnu et intitulée « Seigneur des Daechistes », elle représente un soldat de l'Etat islamique au paradis. Entouré de deux femmes, il boit du vin et s'adresse à Dieu, représenté comme son serviteur. Immédiatement, les réseaux sociaux s'enflamment.

Face à la déferlante d'attaques que cette publication entraîne, Nahed Hattar retire le dessin, précisant qu'il n'a nullement eu l'intention d'être irrespectueux vis-à-vis de la communauté musulmane, et qu'il s'agissait là seulement d'ironiser sur la vision du paradis qu'ont les djihadistes.

Les menaces de mort continuent de pleuvoir. Les autorités jordaniennes arrêtent le journaliste pour ce qu'elles quali-

fient « d'appel à la discorde confessionnelle » et « d'insulte à l'islam ». Il s'agit d'une violation de la loi jordannienne passible d'une condamnation à de la prison ferme. Relâché sous caution, Hattar est assassiné le 25 septembre sur les marches du tribunal d'Amman, alors qu'il se rend à son audience.

Le gouvernement jordannien, tout en imposant un black-out médiatique sur l'affaire, exprime sa fermeté et son intransigeance face à ce type d'attaques via un communiqué officiel. Les proches de Nahed Hattar dénoncent, quant à eux, l'attitude des autorités dans la gestion de cette affaire, allant jusqu'à affirmer que le gouvernement aurait encouragé la violence à son égard en choisissant de le poursuivre en justice.

Deux dessinateurs jordaniens, Osama Hajjaj (p.48) et Emad Hajjaj, publient des dessins afin de dénoncer le meurtre du journaliste. Emad Hajjaj explique ainsi avoir été choqué par l'ampleur de cette affaire. De l'arrestation d'Hattar jusqu'à sa mort, en passant par son emprisonnement et les charges à son encontre, Emad explique : « *Tout ça était assez traumatisant, je me souviens quand il a été abattu, le sang, les pleurs de son fils, les gens hagards autour. C'est pour ça que j'ai dessiné après. Je savais que mon dessin allait agacer certaines personnes, Nahed Hattar n'était pas très*



De gauche à droite
1. Bonil (Équateur)
2. "Exprimez-vous"
- Hani Abbas (Syrie / Palestine)
3. "La Jordanie unie pour dénoncer l'assassinat de Nahed Hattar / Non au meurtre, non à la violence, non à l'extrémisme"
- Emad Hajjaj (Jordanie)

populaire étant donné ses idées très radicales. Mais nous devons dire non à la terreur. Personne ne mérite de mourir à cause de ses idées. » Après la publication de son dessin sur les réseaux sociaux, Emad reçoit une multitude de commentaires haineux et menaçants, l'accusant de soutenir Hattar et ses idées, ainsi que de cautionner le dessin blasphématoire partagé par le journaliste.

Le cas de Nahed Hattar appelle à une réflexion plus large sur les enjeux de la caricature sur la toile. Les nouvelles technologies sont effectivement venues bouleverser les modalités de diffusion du dessin de presse. Elles ont notamment contribué à libérer la parole souvent muselée dans les médias dits « traditionnels », tels qu'on peut l'observer dans de nombreux pays à l'image de la Malaisie (p.30) ou encore la Russie (p.23), où les dessinateurs « libres » ont tendance à préférer les publications en ligne.

Les réseaux sociaux facilitent la circulation et la diffusion des contenus mais aussi leur dé-contextualisation, leur détournement ou encore leur instrumentalisation : les idées défendues ou les travers dénoncés ne se confrontent plus uniquement à un public sensibilisé comme c'était traditionnellement le cas dans la presse écrite.

Une affaire qui souligne le contraste entre la simple diffusion d'une caricature et les conséquences désastreuses qu'elle peut engendrer : malgré le retrait du dessin quelques heures après sa publication, la verve des opposants ne s'est pas amoindrie. Pire encore, les autorités ont pris le parti de le poursuivre alors qu'il avait déjà présenté ses excuses et clarifié sa position. A l'inverse, les internautes ayant proféré des menaces à son encontre, en utilisant la même plateforme, n'ont pas été inquiétés.

Le lendemain de l'assassinat de Nahed Hattar, le dessinateur marocain Khalid Gueddar choisit de rendre hommage au journaliste jordannien en publiant le même dessin que lui, accompagné d'une citation de Charb : « *Je n'ai pas l'impression d'égorger quelqu'un avec un feutre. Je ne mets pas de vies en danger. Quand les activistes ont besoin d'un prétexte*



pour justifier leur violence, ils le trouvent toujours. »

Depuis, Gueddar, également directeur de la revue satirique Baboubi, ne cesse de recevoir des menaces et regrette l'inaction des forces de police face à ces dernières : « *Je ne demande pas de protection privée ni de garde du corps, j'exige seulement que les autorités réagissent et prennent au sérieux ces menaces avant que quelqu'un ne passe à l'acte.* » Le dessinateur, qui a déjà été condamné à quatre ans de prison avec sursis pour une caricature du cousin du roi Mohammed VI, dénonce la prolifération d'un discours de violence à l'encontre de ceux qui osent encore prendre le crayon.

Internet permet sans aucun doute de diffuser le dessin de presse à grande échelle, et ainsi de toucher de nouveaux publics. En cela, il est un outil essentiel aux dessinateurs. Mais c'est aussi prendre le risque de se confronter à une multitude d'interprétations, qui peuvent parfois largement dépasser la volonté de l'auteur. Le dessin se retrouve, étant donné la nature même des réseaux sociaux, plus facilement extrait de son contexte de publication, pourtant indispensable à sa lecture. Ce risque d'incompréhension est d'autant plus fort que la logique d'instantanéité qui caractérise Internet modifie également le comportement du lecteur : celui-ci peut oublier de prendre le temps de comprendre et de réfléchir face au dessin, dont l'objectif est justement de créer et de provoquer réflexions et débats.

« Cette affaire souligne le contraste entre la diffusion d'une caricature et les conséquences désastreuses qu'elle peut engendrer. »

أردن مُوحَّدٌ في إدانة جريمة إختيال الكاتب ناهد حتر

لا للإغتيال . لا للعنف . لا للتطرف

OSAMA HAJJAJ

En mai 2015, Osama Hajjaj, célèbre dessinateur jordanien, dénonce en image sur *Twitter* l'oppression subie par les femmes dans les pays qui appliquent la charia. Il reçoit immédiatement de nombreuses menaces de morts sur les réseaux sociaux et par mail. Ces dernières se poursuivent alors que le dessinateur publie toujours des œuvres critiques, notamment dans *Al Arab Al Youm* où il propose la caricature d'un djihadiste utilisant son sabre comme une perche à selfie.

Son journal ferme ; la seule source de revenus d'Osama est alors une agence de publicité. Son employeur lui demande de ne plus faire de dessins sur la politique et la religion et lui fait signer une lettre le certifiant.

« Mon boss m'a dit : "Regarde ce qu'ils ont fait à *Charlie Hebdo*. Ils peuvent venir faire la même chose ici." » explique t-il au journal *Le Monde*.

Si Osama n'a jamais renoncé à dessiner et à s'exprimer à travers ses dessins, il s'est par ailleurs retrouvé mêlé bien involontairement à une polémique en 2016. Nahed Hattar, journaliste et écrivain controversé dans le pays, publie en août sur sa page Facebook une caricature, d'auteur inconnu, qui tourne en dérision la représentation du paradis selon les djihadistes et figure une représentation de Dieu. Les réseaux sociaux s'embrasent, il est arrêté et libéré deux semaines plus tard sous caution.

Osama Hajjaj, de son côté, publie lui aussi une caricature au mois d'août, qui lui attire les foudres des communautés chrétiennes. On lui reproche d'avoir aussi tourné Dieu en dérision et se rendre coupable de blasphème, au même titre qu'Hattar. Le dessinateur craint alors pour sa vie, et présente des excuses publiques.

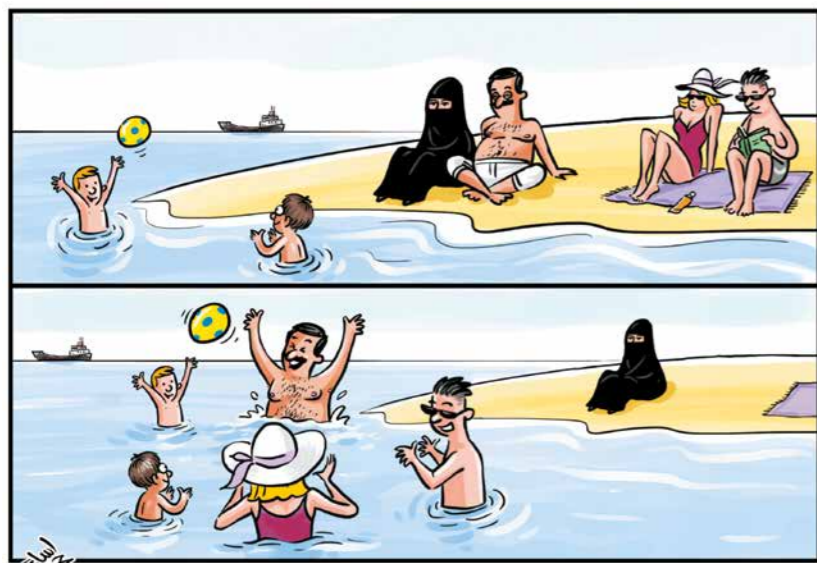
Son dessin n'a pourtant absolument rien à voir avec la religion à proprement parler, puisqu'il y décrit les Jeux Olympiques qui ont alors lieu à Rio de Janeiro, au Brésil, en pleine épidémie de Zika : la représentation de Dieu qui lui ai reproché n'être autre que la statue du Christ Rédempteur, sur la montagne du Corcovado, qui domine la baie carioca, ici avec une bombe d'insecticides dans une main, et la flamme olympique dans l'autre.

La polémique retombe, pour reprendre de plus belle fin septembre lorsque Nahed Hattar est assassiné. Osama Hajjaj publie alors des dessins dénonçant le meurtre commis, soulignant l'absurdité de ce dernier qui, semble t-il, serait lié à la simple diffusion d'un dessin, dont Hattar n'était même pas l'auteur. Les communautés musulmanes l'accusent alors d'approuver le dessin original, et les menaces pleuvent à nouveau. Une affaire qui a fait coulé beaucoup d'encre en Jordanie et souligne le rôle majeur d'Internet aujourd'hui dans sa relation à la caricature.

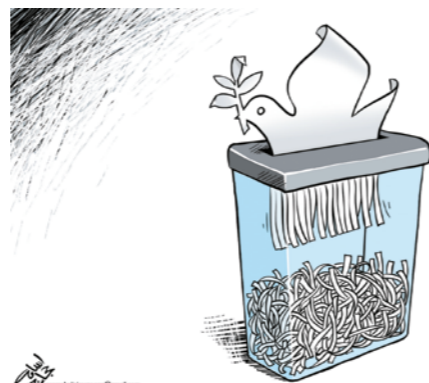


De gauche à droite

1. "Le même sang", sur l'assassinat de Nahed Hattar - Osama Hajjaj (Jordanie)
2. Osama Hajjaj (Jordanie)
3. Osama Hajjaj (Jordanie)



osamahajjajcartoons@gmail.com



osamahajjajcartoons@gmail.com

ÉGYPTE

CHIFFRES CLÉS

POPULATION
92,25 millions
d'habitants (2017)

RÉGIME / PRÉSIDENT
Régime semi-présidentiel
► Abdel Fattah al-Sissi

RELIGIONS
Islam (90%), chrétiens
coptes (10%)

LANGUE OFFICIELLE
Arabe

TAUX ALPHABÉTISATION
73,9% (UNICEF, 2008-2012)

TAUX CROISSANCE
2,1%
(BANQUE MONDIALE, 2012)

TAUX CHÔMAGE
13,2%
(BANQUE MONDIALE, 2014)

INDICE DE DÉMOCRATIE
3,31 « Régime autoritaire »
133° rang sur 167 (2016)

INDICE DE CORRUPTION
34 - 108° rang sur 176
(TRANSPARENCY INTERNATIONAL, 2016)

IDH
0,691 - 111° rang sur 187
(UNDP, 2015)

INDICE RSF
159° rang sur 180 en
2016 - 158° en 2015
(CLASSEMENT MONDIAL DE
LA LIBERTÉ DE LA PRESSE)

SITUATION POLITIQUE

Le Caire, capitale de la République arabe d'Égypte, abrite plus de 20 millions d'habitants, quantités de journaux et revues politiques, et pas mal de dessinateurs. Depuis la dévaluation de sa monnaie (la livre égyptienne) en novembre, le pays est victime d'une inflation rampante, et une crise économique prolongée n'est pas à exclure. Pendant ce temps, dans la péninsule du Sinaï, qui relie l'Égypte au territoire palestinien de Gaza et à l'État d'Israël, l'insurrection fait rage, mais les répercussions du conflit ne s'étendent pas jusqu'au Caire.

Bien que l'Égypte soit une démocratie, la liberté d'expression a vu son espace nettement réduit depuis le coup d'État militaire de l'été 2013, où le général Abdel-Fattah El-Sisi a renversé le président islamiste Mohamed Morsi. Des milliers d'Égyptiens occupent actuellement les geôles politiques. De surcroît, le gouvernement a décrété le mouvement islamiste des Frères musulmans hors-la-loi, ainsi que des groupes d'activistes séculiers tels que le Mouvement du 6 avril ou encore des clubs de supporters de football. Nombreux sont les activistes et chroniqueurs qui ont choisi de quitter le pays.



De haut en bas
1. Anwar (Al-Masry Al-Youm, Égypte)
2. Vadot (Belgique)

LIBERTÉ DE LA PRESSE

L'Égypte, selon le Comité pour la protection des journalistes, occupe le troisième rang mondial pour le nombre de journalistes en prison, derrière la Chine et la Turquie. Et pourtant, la censure dans le pays est aléatoire. L'Égypte est un immense pays, et sa bureaucratie est incroyablement lourde, de sorte que la presse, dont tout particulièrement les médias numériques, y est relativement libre par rapport à d'autres pays de la région. Historiquement, ce sont la radio, la télévision et le cinéma qui ont eu





De gauche à droite
3. Anwar (Al-Masry Al-Youm, Égypte)
4. Anwar (Al-Masry Al-Youm, Égypte)

» le plus à se plaindre de la censure. Les caricaturistes politiques parviennent souvent à contourner les règles, déclenchant le rire plutôt que causant des troubles.

La dissidence créative n'en est pas moins de plus en plus risquée ; pourtant toute une cohorte de jeunes activistes, artistes et journalistes qui ont fait leurs premières armes durant la révolution de la place Tahrir en 2011 persévèrent malgré la répression. Néanmoins, l'année 2016 a abondé en signaux inquiétants. Le populaire dessinateur Islam Gawish, officiant sur les réseaux sociaux, a passé une nuit en prison, les autorités alléguant qu'il administrait une page Facebook sans licence (signe d'une surveillance renforcée d'Internet dans le pays). Le romancier Ahmed Naji a été condamné à dix mois de prison pour obscénité. Les membres d'une troupe musicale baptisée les Street Children, connue pour ses satires mordantes, ont été incar-

“ Une cohorte de jeunes activistes, artistes et journalistes, qui ont fait leurs premières armes durant la révolution, persévèrent malgré la répression. ”



cérés pour insulte au régime. Chacune de ces affaires montre comment les autorités, souvent impunément, s'appuient sur des lois vagues pour mettre les opposants au pas.

Le dessin reste une forme artistique appréciée dans le pays, et la plupart des journaux emploient plusieurs illustrateurs et caricaturistes. De surcroît, les bandes dessinées pour adultes sont à la mode en Égypte et en Afrique du Nord, où de nombreux fanzines alternatifs, romans graphiques et publications indépendantes diffusent des séries s'adressant aux jeunes lecteurs. Ce renouveau du dessin humoristique et de la bande dessinée s'inscrit dans la lignée du riche patrimoine du pays en matière de dessin politique : dès la fin du 19^e siècle, les publications satiriques de Yaacub Sannu, juif italo-égyptien, égratignaient avec férocité le dirigeant du pays de l'époque, Khedive Ismail. 🐦



Compte Twitter d' Islam Gawish

ISLAM GAWISH

Islam Gawish, jeune caricaturiste égyptien de 26 ans, publie son travail sur la page Facebook "Elwarka" ("une feuille de papier") suivie par plus d'1,5 millions de personnes. Ses dessins satiriques sont généralement consacrés aux enjeux de société, mais touchent parfois au gouvernement et aux hommes politiques égyptiens.

Le gouvernement d'Abdel Fattah al-Sissi, en place depuis 2014, a durci le ton face aux opposants et aux médias indépendants qui critiquent son action. Étant donné le succès d' Islam Gawish et du média pour lequel il travaille, il est victime le 31 janvier 2016 d'une arrestation arbitraire sur son lieu de travail justifiée par le supposé statut illégal de sa page Facebook. Cette arrestation s'accompagne de la saisie de son ordinateur personnel. Le dessinateur ne passera qu'une journée en prison, n'ayant pas de responsabilité dans la gestion du site.

Erreur du gouvernement ou campagne d'intimidation, la volonté de restreindre la

liberté d'expression en Égypte ne fait aucun doute. Du point de vue du gouvernement cet événement semble pour autant ne pas avoir eu les effets escomptés: l'arrestation de Gawish a déclenché une campagne de soutien menée par les dessinateurs égyptiens, qui très vite inondent les réseaux sociaux de dessins. L'opposition au gouvernement s'est également mobilisée, réclamant la relâche immédiate du dessinateur, significative du climat « de restriction de la liberté d'opinion et d'expression », le tout relayé dans la presse nationale et internationale.

C'est le monde de la culture et des médias qui est devenu la nouvelle victime d'un gouvernement égyptien aux penchants autoritaires, comme le montre cette arrestation qui est intervenue seulement 6 jours après le cinquième anniversaire de la révolution égyptienne, comme un symbole. 🐦



"Monsieur, voici votre mallette nucléaire" dit l'assistant. "Ce bouton sert à frapper l'Iran. Celui-ci c'est pour la Russie et celui-ci pour le Moyen-Orient..." / "Laisse-moi essayer" dit Trump, avec les yeux exorbités. Il appuie sur le bouton "tout sélectionner" - Islam Gawish (Égypte)



Le président Abdel Fattah Al-Sissi : "Je n'aime pas qu'on me dessine". "Arrestation d' Islam Gawish, pour avoir dessiné le président" - Andeel (Égypte)



"Hé, non, jette ce que tu as dans les mains" - Anwar (Égypte)

Soutenir les dessinateurs

LA MISSION "PLAIDOYER" DE CARTOONING FOR PEACE

OUTILS

LA CELLULE DE VEILLE ET D'ALERTE

Cartooning for Peace dispose d'une cellule d'alerte et de veille qui surveille les atteintes à la liberté d'expression des dessinateurs. Elle traite les cas des dessinateurs et dessinatrices menacés, voire empêchés d'exercer librement leur métier, en documentant leurs parcours et les problèmes auxquels ils ont été exposés, en informant et en saisissant ses partenaires, et en donnant de la visibilité aux différents cas traités, si nécessaire.

Les bénévoles de la cellule de veille et d'alerte sont répartis par zones géographiques et par compétences linguistiques. Leur travail fournit une importante partie des informations nécessaires à l'élaboration de ce rapport. Les bénévoles ont également rédigé certaines fiches pays relatives à leurs zones géographiques d'expertise. Cartooning for Peace salue leur engagement et tient à remercier :

- Vincent Dédrié (Sciences Po / ENS) : professeur agrégé d'histoire ;
- Jade Dussart (Inalco / Université Aix-Marseille): attachée de recherche cellule Asie - Front Line Defenders ;
- Alice Gautier (IHEAL / Université de Nanterre Paris X) : rapporteur à la cour nationale du droit d'asile ;
- Paula Osorio (IHEAL / Université Panthéon-Sorbonne Paris I) : membre de l'association Diálogo por Venezuela ;
- Adèle Reiss (Université de Strasbourg / Université de Montréal) : étudiante en langue et littérature arabe.

LE FONDS DE SOUTIEN

Depuis 2016 et grâce au soutien de l'Union Européenne, Cartooning for Peace apporte un soutien aux dessinateurs de presse nécessitant un soutien urgent dans toutes les régions du monde.

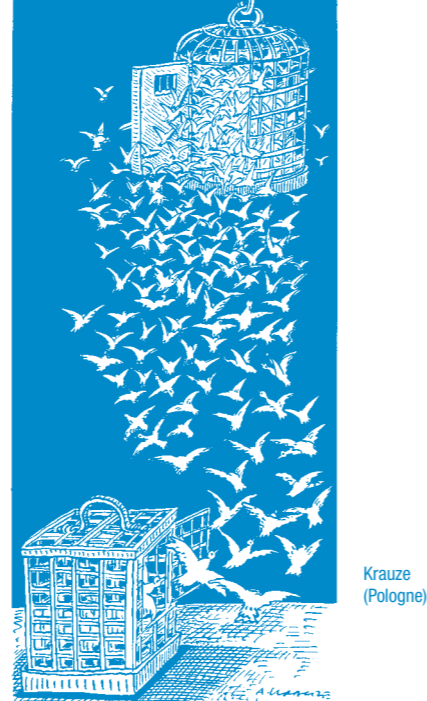
En collaboration avec d'autres organisations de soutien aux journalistes et aux défenseurs des droits, Cartooning for Peace aide notamment :

- des dessinateurs de presse indument poursuivis à prendre en charge leurs frais de justice ;
- des dessinateurs de presse menacés à se mettre en sécurité ;
- des dessinateurs agressés dans le cadre de leurs activités à obtenir les soins appropriés ;
- des dessinateurs de presse s'étant résolus à fuir leur pays face aux menaces et à la répression à faire face à leurs besoins les plus urgents.

LE MANUEL DU DESSINATEUR DE PRESSE EN DANGER

Cartooning for Peace proposera, courant 2017, son premier manuel du dessinateur de presse en danger.

Ce manuel permettra d'apporter aux dessinateurs les informations nécessaires sur les mécanismes de protection des défenseurs des droits auxquels ils sont éligibles, ainsi qu'une liste des organisations et partenaires pouvant les renseigner et les aider à faire face aux menaces auxquelles ils peuvent être confrontés.



ÉVÈNEMENTS

MAI 2016, GENÈVE

3^e édition du "Prix international du dessin de presse Fondation Suisse Cartooning for Peace - Ville de Genève"

A l'occasion de la Journée internationale de la liberté de la presse le 3 mai 2016, le Prix international du dessin de presse, décerné par la ville de Genève et la Fondation suisse Cartooning for Peace, a été remis par Monsieur Kofi Annan, Président d'Honneur de la Fondation, aux dessinateurs Gado (Kenya) et Zunar (Malaisie).

Ce prix, remis tous les deux ans à Genève, récompense un dessinateur ou une dessinatrice pour son courage, son talent et son engagement en faveur des valeurs de paix, de tolérance et pour la liberté d'expression.

NOVEMBRE 2016, STRASBOURG

Forum Mondial de la Démocratie

Près de 2000 représentants des institutions politiques, universitaires, professionnels des médias, acteurs de la société civile, porteurs de projets d'innovations démocratiques et éducateurs – se sont réunies à Strasbourg pour ouvrir des perspectives et formuler des recommandations sur les deux principales questions abordées pendant ce forum : en quoi l'éducation peut-elle contribuer à créer, façonner et renforcer la démocratie et en quoi peut-elle aider à réduire les inégalités.

Nadia Khiari, alias Willis from Tunis, était présente afin de partager sa vision de l'histoire de la Tunisie en dessin de presse et comme ambassadrice Cartooning for Peace.

NOVEMBRE 2016, PARIS

Agora « Cumhuriyet », ADHS - Association des Droits de l'Homme de la Sorbonne

En novembre 2016, une agora de soutien, afin de rendre hommage à la liberté de la presse et aux journalistes détenus du quotidien Cumhuriyet, est organisée par Muratcan Sabuncu, fils du rédacteur en chef du journal. Cartooning for Peace était présent aux côtés d'Amnesty International et de Reporters sans frontières pour soutenir le dessinateur Musa Kart et ses collègues journalistes, détenus arbitrairement depuis octobre 2016.

JANVIER 2017

« Deux ans après Charlie Hebdo, hommage aux caricaturistes sous pression »

À la veille du deuxième anniversaire de la tuerie de Charlie Hebdo, Reporters sans frontières (RSF) et les associations de dessinateurs de presse Cartoonists Rights International Network (CRNI), The Association of American Editorial Cartoonists (AAEC), Cartoon Movement et Cartooning for Peace (CFP) rendent hommage aux caricaturistes qui défendent à travers leurs dessins de presse la liberté d'information, à travers un communiqué diffusé mondialement.

A lire ici : <http://www.cartooningforpeace.org/soutiens/deux-ans-apres-charlie-hommage-aux-caricaturistes-sous-pression/>

AVRIL 2017

« Cartoons for Freedom of Expression » / « Dessins pour la liberté d'expression »

En amont du 3 mai, Journée mondiale de la liberté de la presse, Cartooning for Peace et l'Unesco lancent une campagne en ligne intitulée « Cartoons for Freedom of Expression » / « Dessins pour la liberté d'expression ».

Cette exposition en ligne de 15 dessins combine l'humour, la satire et la tragédie pour exprimer le regard que porte les dessinateurs sur l'état de la liberté de presse dans le monde. Sont mis en exergue les nombreux défis auxquels doivent faire face les médias et journalistes en vue de transmettre l'information aux citoyens, et d'effectuer des rapports critiques sur des enjeux d'intérêt public.

Pour découvrir la campagne : <https://unesco.exposure.co/cartoons-for-freedom-of-expression>

MAI 2017, JAKARTA

Journée mondiale de la liberté de la presse

Sous le thème cette année de « Esprit critique pour une période critique : le rôle des médias pour une société pacifique, juste et inclusive », la Journée mondiale pour la liberté de la presse organisée par l'UNESCO est l'occasion de défendre un journalisme libre, indépendant et de qualité pour une meilleure société.

Cathy Wilcox, dessinatrice australienne, est présente à Jakarta en 2017 pour proposer du dessin live et représenter Cartooning for Peace.

PARTENAIRES Cartooning for Peace remercie ses partenaires pour leur soutien et leur aide à la mission "plaidoyer" de l'association



REMERCIEMENTS

Ce rapport n'aurait pu être réalisé sans l'aide précieuse des membres de la cellule de veille et d'alerte Cartooning for Peace, ainsi que de contributeurs bénévoles externes. Cartooning for Peace tient à remercier tout particulièrement :

VLADIMIR VASAK, membre du conseil d'administration Cartooning for Peace et Grand Reporter à Arte

Journaliste à Arte depuis les débuts de la chaîne en 1992, Vladimir Vasak est diplômé du Centre de Formation des Journalistes de Paris et titulaire d'un DEA de Droit des Affaires de l'Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne. Il travaille pour les différentes émissions d'Arte, avec comme domaine de prédilection, la Russie, les Balkans, les Etats-Unis et les questions européennes.



JONATHAN GUYER, membre de l'Institute of Current World Affairs

Jonathan Guyer est rédacteur adjoint de Cairo Review of Global Affairs et membre du Radcliffe Institute for Advanced Study at Harvard University. Il a par ailleurs travaillé pour *Guernica*, *Harper's*, *Los Angeles Review of Books*, *Le Monde Diplomatique*, *The New Yorker*, *New York Times*, *The Paris Review* et *Rolling Stone*. Ses recherches sur la bande dessinée, le dessin de presse et la satire au Moyen Orient ont été soutenues par Fulbright (2012-2013) et de the Institute of Current World Affairs (2015-2017).

Twitter: @mideastXmidwest



TERRY ANDERSON, membre du conseil d'administration de Cartoonists Rights Network International et dessinateur de presse

Terry Anderson est membre du conseil de direction de Cartoonists Rights Network International, et en est le représentant régional pour l'Europe du Nord. Depuis plus de 25 ans, il dessine pour le *Glasgow Herald*. Il est également coordinateur du Scottish Cartoon Art Studio, en tant que spécialiste de la conception de personnage, de l'illustration et des albums de dessins. En 2014, Terry a organisé une exposition internationale de dessins de presse sur le référendum d'indépendance de l'Ecosse – The Auld Acquaintance – exposée dans 6 lieux à travers l'Europe. Par ailleurs, les caricatures du Scottish Cartoon Art Studio ont été à l'origine d'une exposition-rétrospective au People's Palace & Winter Gardens de Glasgow en 2016/2017.

Ancien élève de la Kubert School of Cartooning, Terry est membre de l'organisation PCO (Professional Cartoonists' Organisation) et de The Cartoon Movement. Depuis plus de dix ans, il est membre du comité exécutif de The Scottish Artists Union. Il intervient régulièrement dans les médias, lors de conférences publiques et participe à des ateliers sur le thème du dessin de presse.



Cartooning for Peace remercie par ailleurs chaleureusement les dessinateurs pour leurs témoignages et les œuvres figurant dans ce rapport.

SOURCES

The Economist Intelligence Unit Democracy Index
<https://infographics.economist.com/2017/DemocracyIndex/>

AMÉRIQUES > ÉQUATEUR

Organisations internationales

Banque mondiale
<http://data.worldbank.org/country/ecuador>

OHCHR Comité des droits de l'Homme - Observations finales 11 août 2016
http://tbinternet.ohchr.org/_layouts/treatybodyexternal/Download.aspx?symbolno=CCPR/C/Ecuador/6&Lang=En

PNUD Country Information Ecuador
<http://www.ec.undp.org/content/ecuador/es/home/countryinfo.html>

Organismes gouvernementaux

France Diplomatie Dossier pays Equateur, mis à jour le 21 septembre 2016
<http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/equateur/presentation-de-l-equateur/>

US Department of State Country Reports on Human Rights Practices for 2016 – Ecuador
<https://www.state.gov/j/drl/rls/hrrpt/humanrightsreport/#wrapper>

Organisations non-gouvernementales

Amnesty International Rapport annuel 2016-2017 – Equateur, 22 février 2017
<https://www.amnesty.org/fr/countries/america/ecuador/report-ecuador/>

Economist Intelligence Unit
<http://country.eiu.com/ecuador>

Freedom House

• Freedom in the world 2016 – Ecuador
<https://freedomhouse.org/report/freedom-world/2016/ecuador>

• Freedom of the press 2016 – Ecuador, 18 octobre 2016
<https://freedomhouse.org/report/freedom-press/2016/ecuador>

• Freedom on the net 2016 – Ecuador, 14 novembre 2016
<https://freedomhouse.org/report/freedom-net/2016/ecuador>

Fundamedios "2016: un clima negativo para la libertad de expresión en Ecuador"
<http://www.fundamedios.org/2016-la-aplicacion-de-la-ley-de-comunicacion-y-la-censura-en-internet-marcan-el-clima-negativo-para-la-libertad-de-expresion-en-ecuador/>

Human Rights Watch World Report 2017 – Ecuador, 12 janvier 2017
<https://www.hrw.org/world-report/2017/country-chapters/ecuador>

Reporters sans frontières

• « Election présidentielle en Equateur : quel avenir pour la liberté d'expression », 17 février 2017
<https://rsf.org/fr/actualites/election-presidentielle-en-equateur-quel-avenir-pour-la-liberte-d-expression>

• « Adoption de la loi organique de communication : de bons principes et des clauses problématiques », 14 juin 2013, mis à jour le 16 janvier 2016
<https://rsf.org/fr/actualites/adoption-de-la-loi-organique-de-communication-de-bons-principes-et-des-clauses-problematiques>

Presse

RFI

<http://www.rfi.fr/emission/20170220-elections-equateur-fin-cycle-gauches-amerique-latine>

The Economist

<http://www.economist.com/news/americas/21717119-under-rafael-correa-living-standards-rose-he-governed-heavy-hand-and-leaves-lot?zid=305&ah=417bd5664dc76da5d98af4f7a640fd8a>

Le Monde

• http://abonnes.lemonde.fr/ameriques/article/2015/07/18/en-equateur-rafael-correa-met-au-pas-les-medias_4688346_3222.html

• http://abonnes.lemonde.fr/ameriques/article/2017/04/04/equateur-le-socialiste-moreno-officiellement-proclame-president_5105967_3222.html

Le Monde diplomatique Edición Colombia
<http://www.eldiplo.info/portal/index.php/component/k2/item/755-ley-decomunicacion-C3%B3n-en-ecuador-avances-y-desaf%C3%ADos>

El Comercio

<http://www.elcomercio.com/actualidad/crudo-ecuador-amenazas-fundamedios-redes.html>

Autres sources

Témoignage du dessinateur Bonil

AMÉRIQUES > BONIL

Organisations non gouvernementales

Reporters sans frontières
<http://rsf.org/fr/actualites/caricature-censure-une-rectification-pleine-dhumour>

Presse

El Comercio

<http://elcomercio.pe/mundo/latinoamerica/ecuador-gobierno-sanciona-caricaturista-noticia-1706548>

France info

Interview de Bonil du 22 Janvier 2014

El Universo

<http://www.eluniverso.com/opinion/2016/07/24/nota/5705763/embajada-turquia>

Organismes gouvernementaux

Supercom Articles et résolutions

• <http://www.supercom.gob.ec/es/sala-de-prensa/noticias/174-supercom-sanciona-a-caricaturista-xavier-bonilla-y-diario-el-universo>

• <http://www.supercom.gob.ec/es/sala-de-prensa/noticias/164-en-cumplimiento-de-la-ley-supercom-remite-caso-bonil-a-la-fiscalia>

Organisations non-gouvernementales

Federacion ecuatoriana de federaciones LGBTI

<https://federacionlgbti.com/2016/09/04/caricatura-de-bonil-es-denunciada-por-parte-de-fede-lgbt/>

Autres sources

Témoignage du dessinateur Bonil

AMÉRIQUES > VILMA

Organisations non gouvernementales

Cartoonists rights

<http://cartoonistsrights.org/cultural-agency-censors-cartoonistpainter-vilma-vargas-in-ecuador/>

Autres sources

Blog J.M Mora

<http://www.jrmora.com/blog/tag/ecuador/>

Témoignage de la dessinatrice Vilma Vargas

AMÉRIQUES > VENEZUELA

Organisations Internationales

PNUD - Venezuela

<http://www.ve.undp.org/content/venezuela/es/home/countryinfo.html>

Organismes gouvernementaux

Ministère des Affaires Étrangères français

Présentation du Venezuela

<http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/venezuela/presentation-du-venezuela/>

Organisations non gouvernementales :

Amnesty International Rapport Venezuela

<https://www.amnesty.org/fr/countries/america/venezuela/report-venezuela/>

Freedom House « Collateral damage: Venezuelan Cartoonist Rayma on Limits to Artistic Freedom »

<https://freedomhouse.org/blog/collateral-damage-venezuelan-cartoonist-rayma-limits-artistic-freedom>

Observatorio Venezolano de Violencia Rapport 2016

<https://observatoriodeviolencia.org/ve/2016-ovv-estima-28-479-muertes-violentas-en-venezuela/>

Rapport Human Rights Watch Chapitre sur le Venezuela

<https://www.hrw.org/world-report/2017/country-chapters/venezuela>

Reporters sans frontières

Venezuela: attaques en série contre la liberté de la presse

<https://rsf.org/fr/actualites/venezuela-attaques-en-serie-contre-la-liberte-de-la-presse>

Súmate On the State of Democracy in Venezuela – Freedom of expression, are the media really independent ?

http://www.sumate.org/democracia-retroceso/cap4_en_1.htm

Presse

Le Monde

• **Le Bilan du Monde 2017** p. 143

• « Les décisions du Parlement invalidées »

http://www.lemonde.fr/international/article/2017/01/12/venezuela-les-decisions-du-parlement-invalidées_5061256_3210.html

• **Actualité internationale, Venezuela**
http://abonnes.lemonde.fr/ameriques/article/2017/04/23/venezuela-defile-silencieux-en-hommage-aux-20-personnes-tuees-dans-les-manifestations_5115721_3222.html

• **Noticias 24** « Los caricaturistas dejaron de ser chistosos »

<http://www.noticias24.com/venezuela/noticia/99043/cabello-los-caricaturistas-dejaron-de-ser-chistosos-ellos-son-politicos-y-como-tal-seran-denunciados/>

• **The Guardian** « Venezuelan cartoonist fired over healthcare satire »

<https://www.theguardian.com/world/2014/sep/18/venezuelan-cartoonist-fired-healthcare-satire>

AMÉRIQUES > RAYMA

Presse

• **Le Monde** Série d'été « Rayma, terroriste graphique en exil » par Paulo A. Paranagua

http://abonnes.lemonde.fr/festival/article/2016/08/19/rayma-terroriste-graphique-en-exil_4984820_4415198.html

EUROPE ET ASIE CENTRALE > RUSSIE

Organisations internationales

OCDE

<https://data.oecd.org/fr/russie-federation-de.htm>

UNICEF

https://www.unicef.org/french/infobycountry/russia_statistics.html

CIA

<https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/rs.html>

Organisations non-gouvernementales

Reporters sans frontières

<https://rsf.org/fr/classement>

Transparency International

<https://www.transparency.org/country/RUS>

FIDH Rapport « Russie 2012-2013 :

l'offensive contre les libertés », janvier 2014

<https://www.fidh.org/fr/regions/europe-asie-centrale/russie/14548-russie-2012-2013-l-offensive-contre-les-libertes>

Presse

• **Courrier international** « Russie. La censure frappe en pleine crise de Crimée », Victor Smekhuya, *Courrier international*, 15 mars 2014

<http://www.courrierinternational.com/article/2014/03/15/la-censure-frappe-en-pleine-crise-de-crimee>

• **Russie ouverte** « Alexeï Merinov nous parle de ce que l'on peut rire, et de ce que l'on ne peut pas », Zoïa Zvetova, 7 janvier 2015

<https://openrussia.org/post/view/1947/>

• **The Independent** « The rise – and risks – of political satire in Putin's Russia », Marc Bennets, 10 mai 2016

<http://www.independent.co.uk/arts-entertainment/the-rise-and-risks-of-political-satire-in-putins-russia-a7022436.html>

• **BBC** « Première session de la Douma d'État : l'imprimante enragée veut être de qualité », Oleg Boldyrev, Moscou, 5 octobre 2016

<http://www.bbc.com/russian/features-37569404>

• **Le Courrier de Russie** « L'opposant russe Ildar Dadine se dit victime de tortures en prison », 1^{er} novembre 2016

<https://www.lecourrierderussie.com/societe/2016/11/opposant-russe-ildar-dadine-victime-tortures-prison/>

Articles et ouvrages de recherche

Université de Sherbrooke Canada

<http://perspective.usherbrooke.ca/bilan/tend/RUS/en/SP.POP.IDH.IN.html>

Revue Politique étrangère « Le système

Poutine, bâti pour durer ? », Tatiana KASTOUÉVA-JEAN, 2015/2, pp. 53-65

Revue Droit et société « La liberté de la

presse et des médias en Russie », Maria ZAKHAROVA, Nicolas PAUTHE, 2016/2 (N°93), pp. 437-452

Géopolitique de la Russie

Jean-Sylvestre Mongrenier, Françoise Thom, Que Sais-Je ?, mai 2016

ASIE DU SUD ET PACIFIQUE > MALAISIE

Organisations internationales

UNESCO - Institute for Statistics -

<http://uis.unesco.org/en/country/MY>

PNUD

<http://hdr.undp.org/en/countries/profiles/MYS>

Banque mondiale

<http://data.worldbank.org/country/malaysia>

Organismes gouvernementaux

Department of Statistics Malaysia

https://www.dosm.gov.my/v1/index.php?r=column/cthemByCat&cat=155&bul_id=OWlxdEVoYJCS0hUZzJyRUcvZEYxZz09&menu_id=L0pheU43NWJwRWV5ZklWdzQ4TIhUUT09

France Diplomatie Dossier pays Malaisie

<http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/malaisie/presentation-de-la-malaisie/>

Organisations non-gouvernementales

Reporters sans frontières

• **Les ennemis d'Internet, 2012**

https://rsf.org/sites/default/files/rapport_ennemis_internet_2012.pdf

• **Dépêches :**

<https://rsf.org/fr/actualites/affaire-1mdb-mandat-darret-contre-la-journaliste-clare-rewcastle-brown>

<https://rsf.org/fr/actualites/pour-rsf-le-gouvernement-malaisien-menace-linteret-general>

Front Line Defenders

Case history : Maria Chin Abdullah

<https://www.frontlinedefenders.org/en/case/case-history-maria-chin-abdullah>

Freedom House

<https://freedomhouse.org/country/malaysia>

• **Freedom of the press 2016**

<https://freedomhouse.org/report/freedom-press/2016/malaysia>

Amnesty International

<https://www.amnesty.org/fr/press-releases/2017/02/malaysia-continued-persecution-of-anwar-ibrahim-symbolizes-crackdown-on-human-rights/>

Presse

BBC News Malaysia profile

<http://www.bbc.com/news/world-asia-pacific-15384221>

The Malaysian Insider

<http://www.themalaysianinsider.com/malaysia/article/najib-repeats-promise-of-no-internet-censorship/>

Courrier International

• <http://www.courrierinternational.com/article/2013/05/03/elections-au-dela-des-clivages-ethniques>

• <http://www.courrierinternational.com/breve/2009/07/07/nouveau-proces-pour-anwar-ibrahim>

Global Voices

• <https://fr.globalvoices.org/2016/11/25/203805/>

• <https://fr.globalvoices.org/2015/08/23/189515/>

Le Monde

http://www.lemonde.fr/asie-pacifique/article/2015/02/11/en-malaisie-apres-la-condamnation-d-anwar-l-opposition-s-attend-a-une-nouvelle-periode-de-repression_4573887_3216.html

RFI

<http://www.rfi.fr/afrique/20130524-malaisie-trois-responsables-opposition-arretes-anwar-ibrahim-razak-barisan-nasional/>

Autres sources

Zunar - caricaturiste malaisien -

<https://twitter.com/zunarkartunis>

Grafik Rebel Untuk Protes & Aktivisme (GRUPA) - groupe d'activistes malaisiens -

<https://twitter.com/grafikrebel>

Fahmi Reza - caricaturiste et designer

graphique malaisien -

• <https://twitter.com/kuasasiswa>

• <https://www.youtube.com/watch?v=rMpNVenYsQ>

Mong Palatino - rédacteur de Global

Voices Asie du Sud-Est -

<https://globalvoices.org/author/mong/>

AFRIQUE SUBSAHARIENNE > BURKINA FASO & GLEZ

Organisations internationales

UNICEF

https://www.unicef.org/french/infobycountry/burkinafaso_statistics.html

Organismes gouvernementaux

Institut National de la Statistique et de la Démographie (INSD)

• <http://www.insd.bf/n/>

• http://www.insd.bf/n/contenu/enquetes_recensements/Enq_EMC/Com-Press-EMC/Emploi%20et%20Ch%F4mage.pdf

Autres sources

Témoignage de Damien Glez –

Dessinateur franco-burkinabè

AFRIQUE SUBSAHARIENNE > GADO

Presse

Le Monde Série d'été « Gado et les

« promesses brisées » kényanes»

par Bruno Meyerfeld

http://abonnes.lemonde.fr/festival/article/2016/08/20/gado-et-les-promesses-brisees-kenyanes_4985469_4415198.html

Le Courrier

https://www.lecourrier.ch/146732/le_dessin_de_presse_menace_au_kenya

Le Temps

<https://www.letemps.ch/culture/2017/02/16/maison-dessin-presse-accueil-zunar-malaisien-gado-tanzanien>

AFRIQUE DU NORD ET MOYEN-ORIENT > ALI FERZAT

Presse

• **Télérama** « Ali Ferzat, l'homme qui a osé dessiner le vrai visage de Bachar al-Assad » par Fanny Arlandis

<http://www.telerama.fr/monde/cet-homme-a-ose-dessiner-le-vrai-visage-de-bachar-al-assad,151231.php>

AFRIQUE DU NORD ET MOYEN-ORIENT > JORDANIE

Organisations internationales

UNICEF En bref : Jordanie, 2015

https://www.unicef.org/french/infobycountry/jordan_statistics.html

Organismes gouvernementaux

France Diplomatie Présentation générale

de la Jordanie, 2 février 2017

<http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/jordanie/presentation-de-la-jordanie/>

US Department of State Country Reports

on Human Rights Practices for 2016 –

Jordan, 3 mars 2017

http://www.ecoi.net/local_link/337200/466960_en.html

Organisations non gouvernementales

Amnesty International Rapport annuel

2016-2017 – Jordan, 22 février 2017

http://www.ecoi.net/local_link/336515/466147_en.html

Freedom House

• **Freedom in the world 2016 – Jordan**

<https://freedomhouse.org/report/freedom-world/2016/jordan>

• **Freedom on the net 2016 – Jordan**

<https://freedomhouse.org/report/freedom-net/2016/jordan>

• **Freedom of the press 2016 – Jordan**

<https://freedomhouse.org/report/freedom-press/2016/jordan>

Human Rights Watch World Report 2017

– Jordan, 12 janvier 2017

<https://www.hrw.org/world-report/2017/country-chapters/jordan>

Reporters sans frontières

• **Jordanie, 2017**

<https://rsf.org/fr/jordanie>

• **La loi contre la cybercriminalité** une

nouvelle fois utilisée pour museler les

voix dissidentes, juin 2014

<https://rsf.org/fr/actualites/la-loi-contre-la-cybercriminalite-une-nouvelle-fois-utilisee-pour-museler-les-voix-dissidentes>

• **Transparency International** Jordanie, 2017

<https://www.transparency.org/country/JOR>

Center for Defending Freedom of

Journalists

<http://english.cdfj.org/situation-grimmer-than-ever-for-jordan-press-freedom/>

Doha Center for Media Freedom

<http://www.dc4mf.org/fr/content/la-jordanie-censure-291-sites-d-information>

Presse

Les clés du Moyen-Orient

<http://www.lesclesdumoyenorient.fr/La-religion-en-Jordanie.html>

Le Moci

<http://www.lemoci.com/fiche-pays/jordanie/>

AFRIQUE DU NORD ET MOYEN-ORIENT > ISLAM GAWISH

Organisations non gouvernementales

Front line defenders

<https://www.frontlinedefenders.org/en/case/case-history-islam-gawish>

Presse

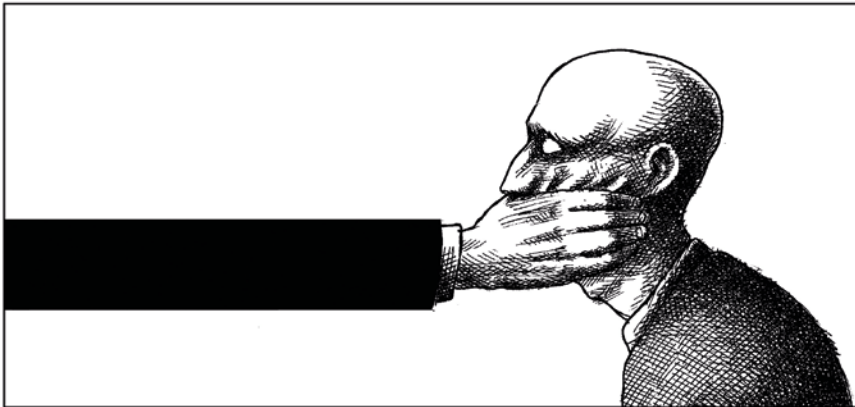
Le Monde

http://abonnes.lemonde.fr/afrique/article/2016/02/01/un-caricaturiste-egyptien-arrete-pour-tenir-un-site-internet-sans-permis_4856868_3212.html

Autres sources

Page Facebook Islam Gawish - Elwarka

[https://www.facebook.com](https://www.facebook.com/Gawish)



La présente publication a été élaborée avec l'aide de l'Union européenne. Le contenu de la publication relève de la seule responsabilité de Cartooning for Peace et ne peut aucunement être considéré comme reflétant le point de vue de l'Union européenne.